

48 ANS À MONTRÉAL : LA VIE D'UN CRIMINEL DE GUERRE NAZI PAGE A6

LA PRESSE



A Drummondville, un règlement rendra illégale la culture des légumes devant sa porte.

POTAGERS INTERDITS

PAGE A14

PHOTO FRANCOIS ROY, LA PRESSE



EXCLUSIF

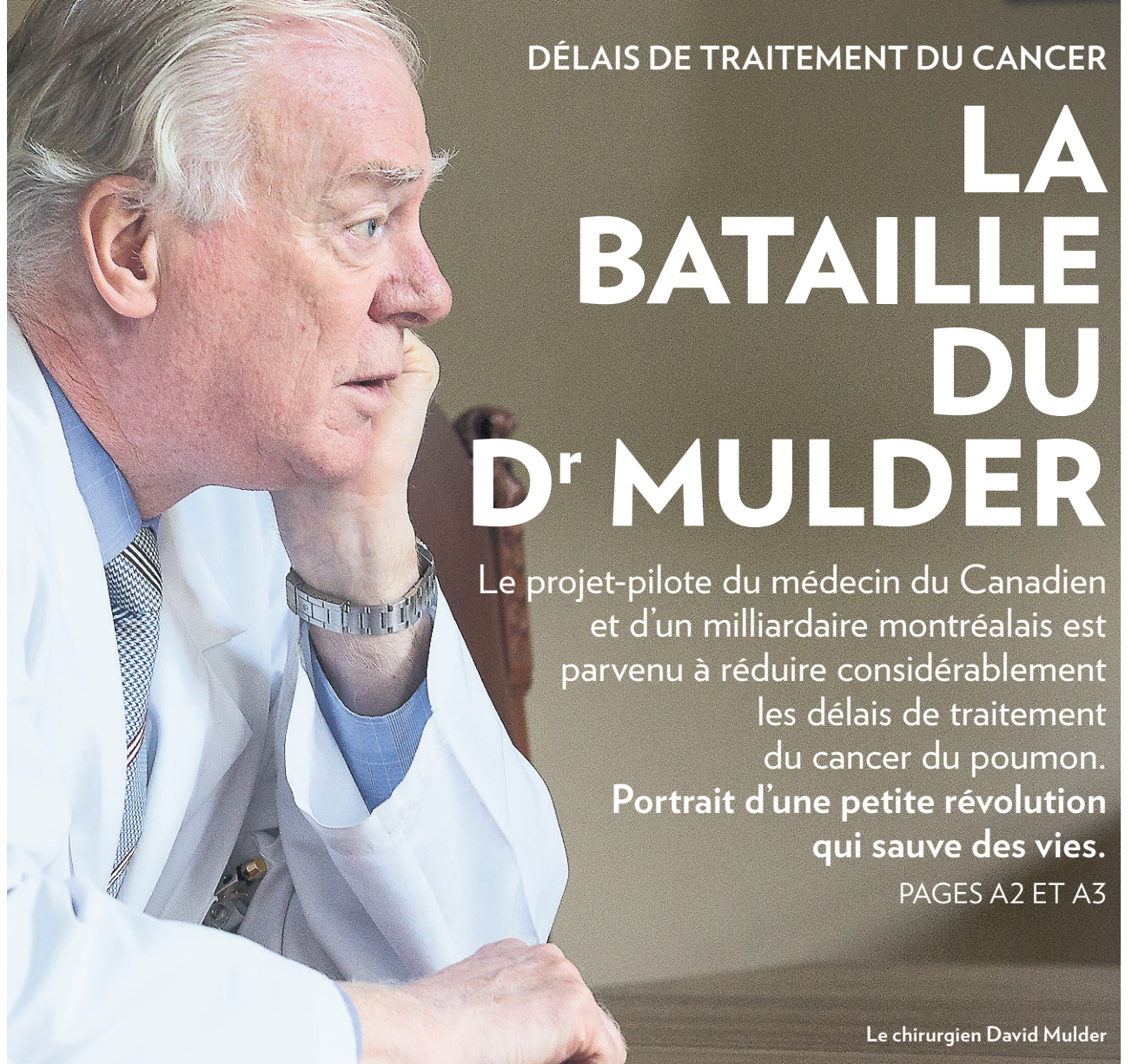
LELOUP, JUSTE POUR RIRE

Le chanteur donnera un concert gratuit à la place des Festivals.

ARTS



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE



DÉLAIS DE TRAITEMENT DU CANCER

LA BATAILLE DU D^r MULDER

Le projet-pilote du médecin du Canadien et d'un milliardaire montréalais est parvenu à réduire considérablement les délais de traitement du cancer du poumon. Portrait d'une petite révolution qui sauve des vies.

PAGES A2 ET A3

Le chirurgien David Mulder

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

EXCLUSIF
PARTI CONSERVATEUR
CACHEZ CE SEXE...
Le ministre du Patrimoine James Moore a été bombardé de plaintes dans les jours qui ont précédé l'ouverture de l'exposition *Sexe : l'expo qui dit tout*, à Ottawa.
PAGE A8

LES ARTS MARTIAUX MIXTES AUX JEUX OLYMPIQUES?
Ce n'est pas pour tout de suite, mais certains y travaillent.
SPORTS

VOYAGE QUÉBEC
ROULER VERS L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



PHOTO SIMON DIOTTE, COLLABORATION SPÉCIALE



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

La monumentale succursale de la Banque Royale, rue Saint-Jacques.

LES BANQUES DE LA RUE SAINT-JACQUES LA DEUXIÈME VIE DES TEMPLES DE LA FINANCE

Deux succursales bancaires au très riche passé seront bientôt reconverties dans le Vieux-Montréal. Le défi : préserver leur âme.
AFFAIRES



RONALD KING
IMPACT, CANADIEN, ALOUETTES...
DES PROBLÈMES DE RICHES SPORTS

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
« Obama n'est pas américain : il est svelte. »
— Mitt Romney

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



www.bio-actif.com



Naturel

Fermeté des tissus du cou...

Voir nos détaillants en page 12

À l'achat d'un pot de 50ml, obtenez-en un deuxième **GRATUITEMENT**
En vigueur du 21 au 24 juillet 2012

PROJET-PILOTE AU CUSM



Stephen A. Jarislowsky

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Un philanthrope qui veut améliorer

Lorsque le milliardaire montréalais Stephen A. Jarislowsky a décidé de financer un projet-pilote destiné à réduire les délais de traitement du cancer du poumon, il voulait avant tout prouver que la réussite du système de santé québécois passe par une meilleure coordination des soins. Ce n'était pas, précise le philanthrope, par « altruisme ». « Les hôpitaux sont pour

la plupart mal organisés à Montréal », lance l'homme de 86 ans, à la tête d'une importante firme de placements. « Mon idée, c'est de mettre sur la table un exemple de quelque chose de plutôt simple qui pourrait apporter des économies pour le gouvernement et, de façon plus importante, sauver des vies et réduire l'anxiété des patients », a-t-il expliqué en entrevue avec *La Presse*.

L'équipe du CUSM est en train de réaliser une étude économique sur le coût et les économies du projet. Elle n'est pas encore terminée, mais déjà, on pense avoir économisé de l'argent grâce à une baisse notable de la fréquentation des urgences par les patients suivis ainsi qu'une occupation plus courte des lits avant le début du traitement.

TRAITER LE CANCER:

La lutte contre le cancer est une véritable course contre la montre. Pour les médecins qui s'attaquent à ce fléau, chaque jour compte. Grâce à un don d'un milliardaire montréalais, une équipe médicale du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) est parvenue à réduire de près de 25 % l'attente avant d'être traité pour le cancer du poumon. Leurs efforts montrent qu'une réorganisation profonde du travail permet de réduire substantiellement les délais en santé. Les résultats de ce projet-pilote sont présentés aujourd'hui dans *La Presse* pour la première fois.



DAPHNÉ CAMERON

Lorsque le chirurgien David Mulder a mesuré pour la première fois au Québec les délais que les patients doivent endurer avant d'être traités pour le cancer du poumon, il a senti de la honte.

Une étude approfondie des admissions à l'Hôpital général de Montréal sur une période de 10 ans a montré qu'il s'était écoulé en moyenne 208 jours entre la première consultation avec un médecin de famille pour des symptômes du cancer du poumon et le moment de subir l'intervention chirurgicale. Une éternité, puisque après 112 jours, une tumeur a généralement doublé de volume et 20 % des patients voient leur stade s'aggraver. « Lorsque nous avons publié

mais c'est une amélioration de près de 25 % dans les temps d'attente, souligne le D^r Jonathan Wan, radio-oncologue et collègue du D^r Mulder. A priori, ce genre d'intervention peut sembler mineure, mais elle ne l'est pas. Le système de santé du Québec n'est pas construit pour bouger très rapidement. La logistique entourant la réduction des délais est énorme parce que notre système demande qu'un patient soit recommandé par un autre spécialiste à chaque stade du processus. »

C'est un don du milliardaire montréalais Stephen A. Jarislowsky (voir texte ci-dessus) qui a permis, en 2010, la mise sur pied de ce projet-pilote à l'Hôpital général de Montréal, appelé le Centre de navigation du cancer du poumon, en partenariat avec l'ouverture d'une clinique d'investigation rapide à l'Institut thoracique de Montréal en 2011.

Le cancer du poumon est généralement traité par trois médecins: le chirurgien, l'oncologue et l'expert en chimiothérapie. Parfois, un radio-

même considéré comme étant fantastique! lance le D^r Wan. Un délai de quatre semaines est plutôt réaliste, mais ça peut aller jusqu'à six semaines. Étant donné qu'un patient est recommandé à trois ou quatre reprises, faites le calcul. C'est très, très long. »

Le cancer du poumon est l'un des cancers qui progressent le plus rapidement, dit-il. « La progression d'une tumeur entre la 4^e, la 8^e et la 16^e semaine est respectivement de 10 %, 25 % et 50 %, explique-t-il. Durant les mêmes périodes, 4 %, 13 % et 21 % des patients voient leur cancer passer à un stade supérieur. Concrètement, ça signifie que le cancer passe d'un stade où il peut être guéri à un stade incurable ou opérable à un stade inopérable. »

La mise en place de cette nouvelle procédure permet aujourd'hui de véritables miracles en ce qui concerne les délais. La semaine dernière, un patient a été dirigé vers l'Institut thoracique de Montréal avec de graves difficultés de respiration. Les examens ont révélé qu'une tumeur de la grosseur d'un pamplemousse s'était logée à l'intérieur de son poumon. Le jour même, une biopsie a été réalisée. Le lendemain matin, tout était en place pour que le patient commence ses traitements de radiothérapie, car la maladie était rendue à un stade trop avancé pour faire une intervention. En 42 ans de pratique de la médecine, le chirurgien David Mulder n'a jamais été témoin d'un délai aussi rapide en matière de cancer.

Encouragé par les premiers résultats, le CUSM a décidé d'élargir le programme aux cancers de l'œsophage et de la vessie.

Les résultats ont retenu l'attention de l'Agence de la santé de Montréal, qui a financé une partie du projet. L'Agence a demandé au CUSM de rédiger un guide pour expliquer comment faire démarrer un tel projet. Une rencontre est prévue plus tard cet été pour voir de quelle manière le projet pourrait être implanté dans d'autres établissements montréalais.

« Avant cette expérience, nous n'avions aucune idée des délais réels, rapporte le D^r Wan. Ce fut très révélateur. Ça rend aussi notre pratique beaucoup moins frustrante. »

« Le traitement du cancer, c'est un sport d'équipe. Si notre allier gauche et notre défenseur sont sur le banc, on ne pourra pas compter des buts ! » — D^r David Mulder

l'article, j'étais embarrassé, raconte le D^r Mulder. Je pense que ça a ouvert les yeux de tout le monde. »

Le cancer du poumon tue 20 000 Canadiens par an. Cette année, environ 8100 Québécois recevront un diagnostic de la maladie. La plupart d'entre eux auront à s'engouffrer dans un labyrinthe au sein du système de santé, victimes d'un véritable jeu de ping-pong d'un spécialiste à l'autre.

Le D^r Mulder, connu auprès du grand public comme le médecin officiel du Canadien de Montréal, semble avoir retenu quelques leçons des joueurs du Tricolore. « Le traitement du cancer, c'est un sport d'équipe. Si notre allier gauche et notre défenseur sont sur le banc, on ne pourra pas compter des buts ! »

La nouvelle stratégie du CUSM consiste à asseoir tous les spécialistes à la même table autour d'un même cas. De huit à dix médecins se rassemblent chaque semaine pour évaluer les cas et établir l'ordre dans lequel les patients passeront leurs tests. Une archiviste médicale et une adjointe administrative s'assurent ensuite que le délai maximal passé à patienter sur la liste d'attente pour chaque test a été respecté. Une infirmière pivot est attitrée à chaque patient pour l'aider à s'y retrouver (voir texte de droite). Des plages horaires pour passer un examen de tomodensitométrie (scan) sont prévues le week-end à l'hôpital Royal Victoria pour les cas très urgents.

Environ 1000 cancéreux sont suivis par l'équipe. Avant le lancement du projet-pilote, le délai moyen entre la première rencontre avec le premier spécialiste (généralement un pneumologue) et le début du traitement a été mesuré à 76 jours. En 2011, il avait chuté à 58 jours. La cible médicale canadienne est de 4 semaines (28 jours). Néanmoins, l'équipe du CUSM est très satisfaite des résultats.

« Nous avons gagné 18 jours après un an. Ça peut paraître peu élevé,

oncologue s'ajoute. Dans la majorité des cas, le patient doit aller voir trois ou quatre spécialistes, l'un à la suite de l'autre, avant de pouvoir recevoir un traitement. Ces visites sont entrecoupées d'une multitude de tests (bronchoscopies, biopsies, tomodensitométrie, PET-Scan, imagerie par résonance magnétique). À chaque test sa liste d'attente. À chaque spécialiste aussi.

« Dans notre système de santé, un délai de deux semaines pour avoir un rendez-vous avec un spécialiste n'est pas considéré comme étant long, c'est



Le docteur David Mulder, médecin officiel du Canadien, est un des instigateurs du projet pilote. PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

SOMMAIRE

| | |
|--------------------|--------------------------------|
| Amusez-vous! | ARTS 10 |
| Astrologie du jour | ARTS 8 |
| Bourses | AFFAIRES 8 et 9 |
| CV | AFFAIRES 7 |
| Débats | A 18 et 19 |
| Décès | VOYAGE 6 à 8 |
| Horaire télévision | ARTS 8 |
| Loteries | A 16 |
| Monde | A 15 à 17 |
| Petites annonces | VOYAGE 5 et 6 ET AFFAIRES 4 |
| Sudoku | AFFAIRES 4 |

Météo

Ciel variable en matinée, passages nuageux en après-midi, maximum 28, minimum 15. SPORTS 5

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

la gouvernance des hôpitaux

Stephen A. Jarislowsky possède l'une des plus grandes fortunes de la planète. Il refuse de dire combien il a donné pour la réalisation du projet. « Des centaines de milliers » sur une période de cinq ans, se contente-t-il de dire. À cela s'ajoute une enveloppe de 436 000 \$ sur cinq ans accordée par l'agence de la santé de Montréal pour l'embauche de deux infirmières cliniciennes.

Il pense que les autres hôpitaux devraient s'inspirer du modèle multidisciplinaire. « C'est une question d'organisation toute simple. » Or, dit-il, il y a un problème important de gouvernance dans les hôpitaux. « Les hôpitaux devraient être mieux gérés que des entreprises, il ne faut pas jouer avec la vie des gens. » « J'étais convaincu que ça allait donner des résultats,

ajoute-t-il. Mais je n'avais jamais pensé que ça aurait pu mener à autant de succès que celui que l'on a eu. Ça prouve qu'il y a beaucoup à faire dans les hôpitaux pour améliorer le coût et la qualité des soins, affirme-t-il. J'espère que le gouvernement est à l'écoute. »

— Daphné Cameron

« Les hôpitaux devraient être mieux gérés que des entreprises, il ne faut pas jouer avec la vie des gens. »

— Stephen A. Jarislowsky

« UN SPORT D'ÉQUIPE »



Vivianne Amos, infirmière pivot en oncologie, et sa patiente Marcelle Desrosiers. PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

Points saillants du projet-pilote



Attente entre la demande pour une tomographie par ordinateur du thorax et de l'abdomen et la date de l'examen



Attente entre la date de recommandation initiale au pneumologue et la date de confirmation du diagnostic



Intervalle entre l'évaluation initiale pour une suspicion de cancer du poumon et la stadification complète de la maladie (patient médicalement prêt à être traité)

*Avant l'implantation du projet-pilote

Une boussole pour les patients

DAPHNÉ CAMERON

Vivianne Amos est un peu comme une boussole. L'infirmière pivot en oncologie accompagne logiquement – et moralement – les patients du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) atteints du cancer du poumon ou soupçonnés d'en souffrir.

« Vivianne, c'est la police des rendez-vous », lance candidement Marcelle Desrosiers, 64 ans, l'une des patientes du Centre de navigation du cancer du CUSM. « C'est sur elle que je compte pour savoir ce qui se passe, parce que laissez-moi vous dire que les différents services d'un hôpital, ça ne se parle pas beaucoup. Ce ne sont pas toujours des champions de la communication! »

Bronchoscopies, biopsies, tomographie par ordinateur, imagerie par résonance magnétique... Visites chez le pneumologue, l'oncologue, le chirurgien, le radio-oncologue... Devant la succession de spécialistes à voir et de tests à faire, la personne atteinte d'un cancer du poumon se sent souvent dépassée par les événements. Les patients qui traversent ce labyrinthe souffrent souvent d'anxiété en plus du choc émotionnel causé par le diagnostic du cancer.

Le Centre de navigation du cancer du poumon du CUSM porte bien son nom. Plutôt que de laisser les patients seuls à naviguer dans

le système de santé comme c'est le cas partout ailleurs, ils sont accompagnés par une infirmière pivot en oncologie. C'est la pierre angulaire du Centre de navigation. Les patients peuvent la joindre au téléphone en tout temps durant la journée pour lui poser des questions. L'infirmière accompagne aussi les patients dans leurs multiples rendez-vous et s'assure de faire le lien entre tous les méde-

resiliente, elle explique avoir pris le cancer par les cornes. Mais beaucoup d'autres patients arrivent carrément désespérés, prêts à décrocher du système de santé, explique M^{me} Amos.

« La moitié des patients a besoin d'énormément de soutien, c'est un grand choc émotionnel. Plusieurs d'entre eux sont très âgés et n'ont pas de réseau familial. D'autres ont besoin

« Même avec la mobilisation de toute notre équipe et tous les efforts pour améliorer la communication, il y a toujours des pépins. Je suis là pour m'assurer que personne ne tombe entre les craques. » — Vivianne Amos, infirmière pivot en oncologie

cins concernés. Elle peut aussi téléphoner au patient pour prendre de ses nouvelles après une opération ou un traitement.

« J'ai déjà été traitée ailleurs pour d'autres problèmes de santé comme un infarctus, et c'était complètement différent. Les hôpitaux, ce sont des manufactures de saucisses. Les patients sont traités comme des numéros », raconte Marcelle Desrosiers, qui a fumé durant 50 ans avant de recevoir son diagnostic.

Durant l'entrevue, les deux femmes s'échangent des regards complices et rient de bon cœur. M^{me} Desrosiers est une femme

d'aide pour patauger à travers le système », affirme M^{me} Amos, qui travaille comme infirmière depuis 11 ans.

L'infirmière pivot est aussi là pour prodiguer des conseils sur la médication, les effets secondaires du traitement et toutes les questions relatives à la santé. Elle sert avant tout à défendre l'intérêt des patients.

« Même avec la mobilisation de toute notre équipe et tous les efforts pour améliorer la communication, il y a toujours des pépins. Je suis là pour m'assurer que personne ne tombe entre les craques. »



L'OFFRE SE TERMINE LE
31 JUILLET



LOCATION*
À PARTIR DE

JUSQU'À

0%
60
mois

ou

FINANCEMENT À L'ACHAT**
À PARTIR DE

JUSQU'À

0%
84
mois

sur les modèles sélectionnés

sur autres modèles sélectionnés



JUSQU'À 965 KM
SUR ROUTE AVEC UN SEUL PLEIN¹

SENTRA 2.0 2012

LOUEZ POUR*

147\$
/mois

0%

JUSQU'À
60 MOIS

avec 995² en comptant initial

Sentra SE-R 2012 illustrée

VERSA À HAYON 1.8 S 2012

FINANCEMENT À L'ACHAT**

85\$ aux 2 sem.
/84 mois

0% DE FINANCEMENT
avec 0³ en comptant initial

PRIX À L'ACHAT¹

15 510\$

JUSQU'À 877 KM
SUR ROUTE AVEC UN SEUL PLEIN¹



Versa à hayon 1.8 SL Sport 2012 illustrée



Rogue SL 2012 illustré

ROGUE S 2012

FINANCEMENT À L'ACHAT**

147\$ aux 2 sem.
/72 mois

0% DE FINANCEMENT
avec 2 250⁴ en comptant initial

PRIX À L'ACHAT¹

25 143\$

BERLINE **ALTIMA 2.5 S 2012**

FINANCEMENT À L'ACHAT**

0% JUSQU'À
84 MOIS

OBTENEZ
+ 1000\$
EN RABAIS
DU MANUFACTURIER

JUSQU'À 1 262 KM
SUR ROUTE AVEC UN SEUL PLEIN¹



Berline Altima 3.5 SR 2012 illustrée

Visitez votre concessionnaire Nissan dès aujourd'hui ou consultez nissan.ca pour plus de détails.**

L'événement VAGUE DE CHALEUR NISSAN est en vigueur du 4 au 31 juillet 2012 et peut faire l'objet de changements sans préavis. Les offres de financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclusives et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Tous les prix incluent les frais de transport et de prélevation, les taxes sur l'air climatisé (si applicable), les taxes sur les pneus, les rabais du manufacturier et les contributions des concessionnaires. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix et peuvent devoir commander ou échanger un véhicule. Visitez votre concessionnaire pour tous les détails. * L'offre de location jusqu'à 60 mois est applicable à la location d'une Sentra 2.0 2012 (C4LG52 AA00), transmission manuelle / Sentra SE-R 2012 (C4SG12 AA00), transmission CVT / Altima 2.5 S 2012 (T4RG12 AE00), transmission CVT. Mensualités de 147 \$ / 234 \$ / 300 \$ pour un terme de 60 mois avec 995 \$ en comptant initial ou échange équivalent et incluant 1 350 \$ en rabais du manufacturier pour la Sentra 2.0 2012 (C4LG52 AA00) / Sentra SE-R 2012 (C4SG12 AA00) et 1 000 \$ en rabais du manufacturier pour l'Altima 2.5 S 2012 (T4RG12 AE00). Taux de location de 0 % / 0 % / 0 %. L'obligation totale de location est 9 828 \$ / 14 020 \$ / 18 013 \$. Basée sur une allocation de 16 000 / 24 000 / 24 000 km par année avec 0,10 \$/km supplémentaire. Cette offre ne peut être combinée à l'offre de financement à l'achat ou à l'offre de rabais à l'achat au comptant. ** L'offre de 0 % de financement à l'achat sur 84 mois est applicable à l'achat d'une Versa à hayon 1.8 S 2012 (BSBG52 AA00), transmission manuelle / Altima 2.5 S 2012 (T4RG12 AE00), transmission CVT. L'offre de 0 % de financement à l'achat sur 72 mois est applicable à l'achat d'un Rogue S à traction avant 2012 (W6RG12 AA00), transmission CVT. Exemple de financement basé sur un prix de vente de 15 510 \$ / 26 108 \$ / 25 143 \$ à un taux de crédit de 0 % pour un terme de 84 / 84 / 72 mois. Bi-mensualités de 85 \$ / 143 \$ / 147 \$ avec 0 \$ / 0 \$ / 2 250 \$ en comptant initial ou échange équivalent. Toutes les offres sont basées sur 182 / 182 / 156 bi-mensualités et incluent des frais de crédit de 0 \$ / 0 \$ / 0 \$ pour une obligation totale de 15 510 \$ / 26 108 \$ / 25 143 \$. Cette offre ne peut être combinée à l'offre de financement à la location ou à l'offre de rabais à l'achat au comptant. 1) Prix à l'achat de 15 510 \$ (incluant 750 \$ en rabais du manufacturier) pour la Versa à hayon 1.8 S 2012 (BSBG52 AA00), transmission manuelle / 20 410 \$ (incluant 750 \$ en rabais du manufacturier) pour la Versa à hayon 1.8 SL Sport 2012 telle qu'illustrée (BSRG52 SC00), transmission manuelle / 26 108 \$ (incluant 1 000 \$ en rabais du manufacturier) pour la berline Altima 2.5 S 2012 (T4RG12 AE00), transmission CVT / 32 908 \$ (incluant 1 000 \$ en rabais du manufacturier) pour la berline Altima 3.5 SR 2012 telle qu'illustrée (TASG12 AA00), transmission CVT / 25 143 \$ (incluant 500 \$ en rabais du manufacturier) pour le Rogue S à traction avant 2012 (W6RG12 AA00), transmission CVT / 35 643 \$ (incluant 500 \$ en rabais du manufacturier) pour le Rogue SL à traction intégrale 2012 tel qu'illustré (Y6TG12 AA00), transmission CVT. 2) Consommation de carburant (L/100 km) sur route : 5,7 L / 5,7 L / 6,0 L pour la Versa à hayon 1.8 SL avec boîte Xtronic CVT[™] / la Sentra avec boîte Xtronic CVT[™] / la berline Altima 2.5 S avec boîte Xtronic CVT[™] 2012. Réservoir de 50 L / 55 L / 75,7 L. La consommation de carburant réelle peut varier en fonction des conditions de conduite - à utiliser à des fins de comparaison seulement. Ces données sont calculées en fonction de conditions de conduite optimales, de la consommation moyenne de carburant sur route et de la capacité du réservoir à essence du véhicule, selon Nissan Motor Co. Ltd. Les cotes de consommation de carburant (L/100 km) sont établies selon des méthodes d'essai approuvées par Transport Canada et sont basées sur le Guide de consommation du carburant 2012. ▲ Chez les concessionnaires participants. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

Londres 2012

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Tout savoir sur les Jeux

Pour tout savoir sur les sports, les athlètes et l'histoire des Jeux olympiques, *La Presse* vous offre une véritable bible numérique: un livre électronique gratuit de 630 pages, richement illustré, exclusivement pour iPad.

Tous les détails sur lapresse.ca/ipad.



Comment télécharger le livre

Pour obtenir gratuitement le livre *Londres 2012 - Tout savoir sur les Jeux*, vous devez d'abord télécharger l'application iBooks pour iPad dans l'App Store, puis vous rendre sur le site itunes.com/lapresse. On peut aussi l'obtenir dans l'iBookstore en tapant dans la barre de recherche les mots « La Presse » ou « Londres 2012 ». Les utilisateurs doivent posséder un iPad doté du système d'exploitation iOS 5.



Le Québec qui gagne

Le Québec enverra plus de 60 athlètes aux Jeux olympiques, qui commenceront le 27 juillet à Londres. Vétérans établis, recrues prometteuses et espoirs de médailles, vous pourrez tous les découvrir dans un cahier spécial de 12 pages haut en couleur, *Le Québec qui gagne*, qui marquera samedi dans *La Presse* le lancement de notre couverture olympique. **C'est un rendez-vous!**

Alexandre Despatie

BIXI rate son entrée new-yorkaise

C'est un deuxième faux départ aux États-Unis pour le système montréalais

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

BIXI rate son entrée new-yorkaise, un deuxième faux départ pour le système montréalais aux États-Unis. Le système de vélo en libre-service devait faire ses débuts dans la Grosse Pomme en juillet, mais son lancement a été repoussé au moins jusqu'en août.

Announced en grande pompe en mai, l'arrivée du Citibike, entièrement financé par le privé, se fait toujours attendre. Hormis une dizaine de BIXI bleus mis à la disposition, la semaine dernière, des New-Yorkais pour leur permettre de se familiariser avec le système, les 10 000 vélos en libre-service devant desservir la métropole américaine se font toujours attendre.

« Nous travaillons toujours au lancement et comptons informer le public dès que nous aurons tous les détails », a indiqué à *La Presse*

un porte-parole du service des transports de la Ville de New York, Seth Solomonow. On confirme toutefois qu'il sera impossible de respecter la date de lancement initialement prévue, en juillet.

L'entreprise responsable de l'implantation de BIXI à New York, Alta Bicycle Share, n'a pas répondu à nos questions sur ce retard. Celle-ci a toutefois reconnu sur le réseau social Twitter que CitiBike ne serait pas lancé avant août.

Aucune raison officielle n'a été fournie sur ce retard dans le lancement du plus important système de vélo en libre-service de l'Amérique du Nord. La Société de vélo en libre-service (SVLS),

qui relève de la Ville de Montréal, assure ne pas être à l'origine du retard. « Pour notre part, on respecte à la lettre le contrat de la Ville de New York, notre calendrier de livraison », a indiqué

« Pour notre part, on respecte à la lettre le contrat de la Ville de New York, notre calendrier de livraison », a indiqué Michel Philibert, porte-parole de la Société de vélo en libre-service (SVLS), qui relève de la Ville de Montréal.

son porte-parole, Michel Philibert.

Problème informatique

Ce retard dans le lancement du plus important contrat de BIXI survient au moment où une petite ville américaine repousse depuis deux mois le lancement de son système BIXI. La petite ville de Chattanooga, au Tennessee, est en effet la première à expérimenter un tout nouveau système informatique

d'exploitation. Or, celui-ci éprouverait certaines difficultés, notamment dans la lecture des cartes à puce utilisées par les membres. Ce problème obligerait tous les utilisateurs à recourir à leur

carte de crédit pour emprunter les vélos, une situation que les responsables municipaux jugent inacceptable.

Michel Philibert assure que les difficultés rencontrées à Chattanooga sont près d'être réglées. « La phase de test bêta est pratiquement terminée et le système doit être lancé incessamment. C'est à la Ville de décider la date », a-t-il indiqué.

La SVLS a dû créer ce nouveau système d'exploitation

après avoir rompu ses liens avec 8D Technologies, l'entreprise qui lui fournissait son ancien système d'exploitation. Celui-ci est toujours en utilisation à Montréal. La firme montréalaise poursuit d'ailleurs la SVLS pour 26 millions de dollars, car elle estime avoir été injustement écartée.

Chicago et Vancouver

Après Chattanooga et New York, BIXI doit encore être implanté à Chicago. La ville des Vents planifie offrir 3000 vélos à ses citoyens. La SVLS et son partenaire privé, Alta, ont remporté tous les importants appels d'offres en Amérique du Nord.

Si le contrat n'est pas encore signé, tout indique que ce sont des vélos québécois qui rouleront également à Vancouver. La ville de la côte Ouest prévoit investir 1,9 million par année pendant 10 ans pour offrir ce service à ses citoyens.

Concessionnaires BMW de Montréal

bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire™

PARCE QUE C'EST VOTRE FAÇON DE VOUS DÉTENDRE.

POLYVALENCE ET PERFORMANCE. LES VÉHICULES D'ACTIVITÉS SPORTIVES X1 ET X3 SONT FAITS POUR VOUS. Visitez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal dès aujourd'hui.

Entretien régulier sans frais - 4 ans ou 80 000 km*

| | | | |
|--------------------------------|-------------------|---|-----------------------------|
| X1 28i xDrive - 2012 | PRIX DE VENTE | MENSUALITÉS À LA LOCATION | TAUX À LA LOCATION |
| | 39 112\$** | 418\$* 3 603 \$ MONTANT DÙ À LA LIVRAISON | 1,9% JUSQU'À 48 MOIS |
| X3 28i xDrive - 2013 | PRIX DE VENTE | MENSUALITÉS À LA LOCATION | TAUX À LA LOCATION |
| | 45 062\$** | 595\$* 3 981 \$ MONTANT DÙ À LA LIVRAISON | 4,9% JUSQU'À 48 MOIS |

JUSQU'AU 31 JUILLET

- Montréal BMW Canbec**
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com
- Laval BMW Laval**
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwval.com
- Rive-Sud Park Avenue BMW**
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com
- Rive-Sud BMW Sainte-Julie**
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com
- Blainville Hamel BMW**
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com
- West Island BMW West Island**
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwwestisland.com

Modèles européens montrés. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. ** Offre à l'achat : le prix de vente est de 39 112 \$/45 062 \$, ce qui inclut le PDSF (38 500 \$/42 450 \$), le transport et l'inspection de pré-livraison (2 095 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$), et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. * Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW X1 xDrive 28i 2012/ BMW X3 xDrive 28i 2013. * Offre à la location : 38 500 \$/42 450 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 1,9%/4,9 %, avec un acompte de 0 \$, pour des mensualités de 418 \$/595 \$. Un montant de 3 603 \$/3 981 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de pré-livraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 18 480 \$/19 952 \$. L'obligation locative totale est de 22 812,34 \$/31 326,74 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 juillet 2012. † Les véhicules BMW 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2012 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

TRAQUE AUX CRIMINELS DE GUERRE

Un demi-siècle en

Le criminel de guerre nazi le plus recherché au monde, qui vient d'être retrouvé en Hongrie, a vécu près de 50 ans à Montréal. Grâce à des documents inédits, dont certains sont issus d'archives judiciaires à Ottawa, *La Presse* a pu retracer une partie du parcours québécois de Ladislaus Csatory. Aujourd'hui, les « chasseurs de nazis » espèrent que leurs deux autres cibles canadiennes n'aient pas, comme lui, la chance de s'enfuir avant d'affronter la justice.

VINCENT LAROUCHE

Lorsqu'elle a acheté sa maison de l'avenue King Edward, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, en 1996, Françoise Caron n'en revenait pas de sa chance. La maison n'était pas encore annoncée à vendre que déjà elle s'entendait pour un prix très avantageux avec le vieux propriétaire et sa conjointe malade. Elle n'aurait jamais deviné que le vendeur était un criminel de guerre nazi qui s'appêtait à fuir après avoir passé près de 50 ans à Montréal sous une fausse identité.

« Notre agente d'immeubles disait que c'était quelqu'un de bien. C'étaient des gens plutôt discrets, ils étaient déjà pas mal âgés, et la dame n'était plus très forte », raconte-t-elle.

L'homme du couple, Ladislaus Csizsik-Csatory,

était marchand d'art. Il avait son bureau au sous-sol et y entreposait plusieurs tableaux, que M^{me} Caron avait trouvés plutôt moches lors de sa visite.

À la fin de la guerre, l'homme a changé son nom, disant craindre des gens qui « l'accusaient à tort ».

Après la transaction, elle n'a plus entendu parler des anciens propriétaires. Jusqu'à ce que deux hommes, qui semblaient tout droit sortis du film *Men in Black*, avec leurs lunettes et complets noirs, sonnent à sa porte.

« Ils étaient de la GRC, j'imagine, ils cherchaient M. Csatory, mais je ne savais pas où il était », explique-t-elle.

Les autorités canadiennes avaient découvert la véritable identité du marchand d'art, et elles étaient décidées à l'expulser du pays.

Extermination massive

Selon des documents de Citoyenneté et immigration Canada, l'homme en question est né en Hongrie, en 1915. Il s'appelait alors Laszlo Csatory (avec un i plutôt qu'un y). Muni d'un diplôme de droit, celui qui se faisait appeler « D^r Csatory » est devenu lieutenant de police.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'Allemagne contrôlait son pays et que



PHOTO ATTILA KISBENEDEK, AFP

Des manifestants ont protesté devant la maison de Ladislaus Csatory après son arrestation à Budapest, lundi.

son gouvernement s'est mis à persécuter les Juifs, il aurait participé à leur confinement dans des ghettos et à leur déportation en train vers les camps d'extermination. Des 12 000 Juifs entassés dans le camp où il travaillait, à peine 500 ont survécu.

Vers la fin de la guerre, fuyant l'avancée des Soviétiques, Csatory se serait réfugié avec sa famille en Allemagne. En son absence, le « Tribunal du peuple » instauré par les communistes en Hongrie l'a condamné à mort pour ses crimes.



PHOTO D'ARCHIVES, LA PRESSE CANADIENNE
Helmut Oberlander, 88 ans, en compagnie de sa femme Margret, photographiés en 2004. Le Canada tente de révoquer sa citoyenneté depuis plus de 15 ans.

Difficile de traduire

ANABELLE NICOU

Deux citoyens canadiens figurent sur la liste des 10 criminels de guerre nazis les plus recherchés au monde établie par le centre Simon Wiesenthal. Mais le directeur de son bureau de Jérusalem, l'historien et « chasseur de nazis » Efraim Zuroff, craint qu'ils ne finissent leurs jours sans jamais être traduits devant la justice pour leur participation présumée aux atrocités de la Seconde Guerre mondiale.

« C'est ce que je crains, dit M. Zuroff. Je prie pour que leurs dossiers soient traités. Mais le Canada a un historique terrible pour ce qui est d'amener les criminels de guerre devant les tribunaux. Ou plutôt, de ne jamais les amener devant les tribunaux. »

Depuis 1995, le centre Simon Wiesenthal a identifié

au moins 16 criminels de guerre nazis qui ont immigré au Canada après la guerre. Neuf d'entre eux sont morts au cours du processus pour révoquer leur citoyenneté. Ladislaus Csizsik-Csatory, retrouvé par des journalistes britanniques en Hongrie, est l'un des deux Canadiens à avoir quitté le pays de son propre gré.

Vladimir Katriuk, 91 ans, et Helmut Oberlander, 88 ans, qui figurent sur la plus récente liste publiée par le centre Simon Wiesenthal, vivent toujours ici.

En 17 ans, aucun homme soupçonné d'être un criminel de guerre nazi n'a été déchu de sa citoyenneté canadienne et renvoyé vers l'Europe.

Escadron de la mort

Pendant la guerre, Helmut Oberlander, né en Ukraine, a été auxiliaire d'un escadron

de la mort nazi, l'Einsatzkommando 10a (EK 10a). Cette équipe faisait partie de groupes spéciaux de police qui, dans les territoires de l'Est occupés par l'armée allemande entre 1941 et 1944, ont été responsables de l'exécution de plus de 2 millions de personnes.

Depuis plus de 15 ans, le Canada tente de révoquer la citoyenneté de M. Oberlander, qui avait caché son appartenance à l'escadron lors de son arrivée au pays. Mais M. Oberlander vit toujours en Ontario.

« Pourquoi est-ce que cela prend si longtemps? Tout simplement parce qu'il y a moins de volonté politique qu'aux États-Unis », déplore Efraim Zuroff.

Selon l'avocat du B'nai Brith, Steven Slimovitch, la traque de criminels de guerre n'a jamais beaucoup

TOUJOURS AUSSI DRÔLE



Montréal est fière de ses festivals. Passez par la rue Sainte-Catherine vous régaler de l'ambiance estivale des bars, restos et magasins pour tous les goûts. Avec les enfants, en bus et en métro, c'est encore plus rigolo!

Montréal 

cavale à Montréal

Csatary a changé son nom pour Ladislaus Csizsik-Csatary. À partir de ce moment, disant craindre des gens qui «l'accusaient à tort», il utilisera une foule de variations orthographiques de ce nom.

Selon le gouvernement canadien, c'est en se présentant faussement comme des réfugiés yougoslaves que sa femme, leurs deux filles et lui ont pu immigrer au Canada. Des documents montrent pourtant qu'ils parlaient hongrois, allemand et anglais, mais pas les langues utilisées en Yougoslavie.

Chez Canadair

La famille arrive à Halifax en 1948 sur le bateau *Samaria*, puis s'installe à Montréal.

Csatary se fait appeler Larry et travaille d'abord à l'usine Canadair de Montréal. Il se présente alternativement comme coupeur de verre, tôlier, spécialiste automobile. Il occupe au fil du temps deux logements dans le quartier Parc-Extension, puis un appartement de la rue Saint-Denis, angle Duluth, en face de ce qui est aujourd'hui la boutique de chaussures Le Marcheur.

Csatary obtient la

citoyenneté canadienne en 1955. Sa situation s'améliore lorsqu'il se lance dans l'importation et la vente d'œuvres d'art. En 1970, il achète sa maison dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce. Dans les documents notariés, il ne fait même plus semblant de s'être marié en Yougoslavie, comme il le prétendait auparavant, mais avoue que la cérémonie a eu lieu en Hongrie, en 1942.

Lorsqu'il quitte Montréal pour Toronto en 1996, les autorités l'ont déjà démasqué et tentent de lui retirer sa citoyenneté. Il proteste alors que son rôle a été «limité», qu'il n'a pas participé aux déportations et que lorsqu'il a remis des fugitifs juifs aux Allemands, il ignorait qu'ils allaient être tués.

Csatary quitte finalement le Canada avant la fin des procédures et disparaît pendant une quinzaine d'années.

Sa cavale a pris fin dimanche dernier. Des journalistes du *Sun* de Londres l'ont retrouvé dans sa Hongrie natale. L'affaire est maintenant entre les mains de la justice hongroise.

— Avec la collaboration de Francis Vaillès



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Le criminel de guerre nazi, Ladislaus Csatary, a résidé 26 ans dans cette demeure du quartier Notre-Dame-de-Grâce, avenue King-Edward, à Montréal.

les nazis en justice

suscité l'intérêt des autorités canadiennes.

«Il existe une lacune politique pour les dénaturiser. On dit qu'on veut le faire, mais est-ce qu'on monte une équipe pour faire bouger les dossiers?», demandait-il, sceptique, en faisant référence aux 17 années de démarches pour expulser Léon Mugesera, idéologue présumé du génocide du Rwanda.

«Le gouvernement en a marre»

Vladimir Katriuk, qui vit avec sa femme dans une ferme d'Ormstown, en Montérégie, ne sera jamais expulsé, assure son avocat, Orest Rudzik.

«Le gouvernement n'a pas assez de preuves», dit-il.

D'origine ukrainienne, M. Katriuk a été enrôlé dans un bataillon sous commandement allemand pendant

la guerre. Mais il soutient n'avoir jamais participé à une action militaire, et s'être joint à la résistance après son déploiement en France, aux côtés de l'armée allemande, en 1944.

Mais une recherche universitaire de la revue *Holocaust and Genocide Studies* a apporté au printemps de nouveaux témoignages sur la participation active de M. Katriuk aux actions armées du bataillon, dans le massacre de civils à Katyn. Selon le *National Post*, le B'nai Brith a rencontré le gouvernement pour lui demander de rouvrir le dossier de M. Katriuk.

«Nous n'avons jamais eu de nouvelles», répond M. Rudzik. Mon sentiment, c'est que le gouvernement en a marre [de ces dossiers].»

M. Katriuk, qui a travaillé dans un abattoir de Montréal

jusqu'à sa retraite et s'est converti à l'apiculture, a été rendu «nerveux» par plus d'une décennie de processus avec le gouvernement fédéral. Il ne souhaite pas s'expliquer publiquement.

«Le gouvernement s'engage à traduire en justice les personnes impliquées dans des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocides. Nous révoquerons la citoyenneté des individus qui l'ont obtenue frauduleusement, pour assurer que le Canada ne soit pas un refuge pour les criminels de guerre», affirme de son côté Alexis Pavlich, porte-parole du ministre de l'Immigration, Jason Kenney.

Le Canada a renvoyé 17 criminels de guerre au cours de la dernière année, et plus de 500 depuis 1997, selon l'Agence des services frontaliers.



PHOTOS ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Vladimir Katriuk, 91 ans, figure sur la liste des 10 criminels de guerre nazis les plus recherchés au monde, selon le centre Simon Wiesenthal. Il vit avec sa femme dans une ferme d'Ormstown, en Montérégie.



SERVICE FORD

FORD A CONSTRUIT VOTRE VÉHICULE AVEC DES TECHNOLOGIES DE POINTE. ASSUREZ-VOUS DE L'ENTREtenir DE LA MÊME FAÇON.

Des composants hydrauliques, mécaniques, électriques et électroniques à l'équipement de diagnostic spécialisé, les techniciens certifiés de Ford possèdent toute l'expertise nécessaire et connaissent à fond les toutes dernières technologies de Ford.

FAITES CONFIANCE AUX EXPERTS QUI CONNAISSENT LE MIEUX VOTRE VÉHICULE FORD.



PNEUS DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

Lorsque le moment est venu de remplacer vos pneus, faites confiance aux spécialistes de Pièces et service Ford. Ils vous aideront à trouver les meilleurs pneus au meilleur prix.

PERSONNE NE VEND DE PNEUS À MEILLEUR PRIX!††

POUR OBTENIR PLUS DE DÉTAILS ET D'OFFRES, RENDEZ-VOUS CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD OU CONSULTEZ FORD.CA.



PLAQUETTES ET SEGMENTS DE FREINS MOTORCRAFT®

Les plaquettes et segments de freins Motorcraft® d'origine sont conçus pour s'ajuster parfaitement à votre véhicule Ford. De plus, puisqu'ils sont couverts par La Protection Ford®, ce pourrait bien être la dernière fois que vous ayez à en acheter.

À PARTIR DE **149⁹⁹ \$****



SERVICE FORD

Toutes les offres se terminent le 3 septembre 2012. Les offres peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Consultez votre conseiller technique pour tous les détails. Les taxes applicables sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à moindre prix. Offre en vigueur chez les concessionnaires participants seulement. †† Pour pouvoir profiter du prix annoncé par un concurrent : (i) les pneus doivent être achetés et montés chez votre concessionnaire Ford participant; (ii) le client doit présenter l'annonce du concurrent (comportant le prix inférieur), laquelle doit avoir été publiée dans les 30 jours précédant le solde; et (iii) les pneus achetés doivent présenter les mêmes caractéristiques (marque, flancs, indices de vitesse et charge maximale) que celles indiquées dans l'annonce du concurrent. Offre valable uniquement chez les concessionnaires Ford participants. Cette offre s'applique au coût des pneus seulement et ne comprend pas les frais de main-d'œuvre, de montage, d'équilibrage et les taxes applicables. Cette offre ne s'applique pas aux prix annoncés à l'extérieur du Canada, dans des annonces sur eBay, par des grossistes de pneus en ligne, ni aux soldes de fermeture, commandes spéciales, produits retirés du marché et offres de liquidation. Cette offre, d'une durée limitée, peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Demandez les détails à votre conseiller technique. * La Protection Ford n'est offerte que pour les voitures et camionnettes non commerciales. En cas de défaillance d'une pièce admissible Motorcraft®, Ford ou approuvée par Ford résultant d'un vice de matériau ou de fabrication, d'usure ou de corrosion, elle sera remplacée sans frais, tant et aussi longtemps que l'acheteur initial de ladite pièce possède le véhicule sur lequel elle a été installée. La main-d'œuvre est couverte pendant les 12 premiers mois ou 20 000 km (selon la première éventualité) à partir de la date d'installation. Les plaquettes de freins de secours ne sont pas admissibles selon les conditions de ce plan de protection. Pour obtenir tous les détails et pour en savoir plus sur les restrictions, consultez votre conseiller technique. ** Les plaquettes ou segments de freins de secours sont exclus. L'usage ou le remplacement des disques et tambours peut être effectué moyennant des frais supplémentaires. © Ford of Canada Limitée 2012. Tous droits réservés.

POLITIQUE

« Dégoûtante » et « satanique »

Le ministre Moore avait reçu plusieurs plaintes à propos d'une exposition sur le sexe à Ottawa

EXCLUSIF

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Le ministre du Patrimoine, James Moore, a été bombardé de plaintes en provenance de citoyens et de groupes religieux dans les jours qui ont précédé l'ouverture d'une exposition éducative sur la sexualité dans un musée fédéral d'Ottawa. Une présentation que le ministre a qualifiée de « gaspillage des fonds publics ».

En mai, le ministre Moore a visité l'exposition avant son dévoilement au public, et l'a qualifiée de « gaspillage de l'argent des contribuables ».

Sexe: l'expo qui dit tout fait la promotion du « satanisme », elle est « dégoûtante », c'est une tentative de « corrompre » les enfants, peut-on lire au fil des dizaines de lettres et de courriels expédiés au ministre, que *La Presse* a obtenus grâce à la Loi sur l'accès à l'information. Le ministre a reçu une soixantaine de messages entre les 11 et 19 mai, soit la dizaine de jours qui ont entouré le lancement de l'exposition. La très vaste majorité la dénonçait.

Certaines plaintes portent à croire que des tenants de la droite morale, base politique importante du Parti conservateur, voulaient forcer le gouvernement Harper à fermer l'exposition.

« Est-ce que le gouvernement Harper fait dorénavant partie du problème? demande un citoyen. Vous avez peur de discuter de la science de la vie humaine, mais votre musée des sciences ne s'offusque pas de ce comportement désordonné? Votre électoralat conservateur a besoin de réponses à de telles questions. »

« Bon nombre d'électeurs qui ont voté pour le Parti conservateur du Canada s'attendent à ce que votre parti protège les valeurs familiales qui subissent constamment les assauts des soi-disant "progressistes" du côté gauche du spectre politique », écrit un autre.

En mai, le ministre Moore a visité l'exposition avant son dévoilement au public, et l'a qualifiée de « gaspillage de l'argent des contribuables ».

M. Moore n'a jamais demandé au musée de retirer sa présentation, pas plus qu'il n'a exigé des

mesures particulières au sujet de la présentation, précise-t-on au Musée des sciences et de la technologie. Après une consultation avec des parents et des représentants du milieu scolaire, l'institution fédérale a de son propre chef décidé de relever l'âge d'entrée à *Sexe* et de retirer une vidéo sur la masturbation.

Au bureau du ministre, on affirme que les nombreux messages reçus au sujet de *Sexe: l'expo qui dit tout* n'ont pas influencé la prise de position de M. Moore. Il a exprimé son opinion personnelle au sujet de l'exposition, explique son attaché de presse, Sébastien Gariépy.

« C'est sain que des gens s'expriment sur des choses qui se passent dans la société », a dit M. Gariépy au sujet de l'abondante correspondance.

Dave Quist, qui dirige l'Institut du mariage et de la famille Canada, est l'un de ceux qui ont écrit à M. Moore. À ses yeux, l'exposition a pour effet de diffuser de la pornographie *soft* à un auditoire composé d'adolescents. Selon lui, l'institution aurait dû présenter les avantages du mariage et des relations stables plutôt que de présenter la sexualité dans le cadre de relations occasionnelles avec des partenaires multiples.

« Le gouvernement a réagi assez rapidement et indiqué son mécontentement, ce dont je suis satisfait, a indiqué M. Quist. Le musée a entendu les critiques et fait des changements. »

Aux yeux du député libéral Denis Coderre, la droite religieuse exerce trop d'influence au sein du gouvernement Harper.

« Je trouve pour le moins bizarre qu'il y ait eu une réaction immédiate à la suite de cette correspondance », a-t-il observé.

Fréquentation en hausse

Le Musée des sciences et de la technologie du Canada a lui aussi reçu des « centaines » de plaintes, dit son vice-président aux affaires publiques, Yves St-Onge. La même exposition n'avait pourtant pas généré de controverse lorsqu'elle avait pris l'affiche à Montréal et à Regina dans le passé. Mais ce dernier épisode a eu son petit effet sur l'affluence. Les étudiants – clientèle cible de l'exposition – ont été deux fois plus nombreux à franchir les tourniquets de l'exposition par rapport à l'an dernier.

« On a été surpris par l'ampleur des préoccupations et des questions qui ont été soulevées par rapport à l'exposition, admet M. St-Onge. On n'avait pas pensé que ça deviendrait le *blockbuster* de l'été. »

— Avec la collaboration de William Leclerc



PHOTO FOURNIE PAR LE CENTRE DES SCIENCES DE MONTRÉAL

Sexe: l'expo qui dit tout avait été présentée à Montréal et à Regina sans problème. À Ottawa, après des commentaires du ministre James Moore, le Musée des sciences et de la technologie avait décidé de relever l'âge d'entrée et de retirer une vidéo sur la masturbation.

Fréquentation du Musée des sciences et de la technologie entre le 16 mai et le 30 juin

2012 **50 689** visiteurs

2011 **48 867** visiteurs



Hausse de 135% des clients qui paient le tarif étudiant



Hausse de 80% des clients qui paient le tarif enseignant



Hausse de 30% des clients qui paient le tarif retraité

Quelques passages des lettres envoyées au ministre

« J'espère que vous comprendrez que cette promotion moderne d'une sexualité immorale n'est rien d'autre qu'une sorte de promotion [par l'État] d'une religion alternative. Puisque cette "nouvelle religion" est opposée à 180 degrés à la religion chrétienne, je crois qu'il est approprié de l'appeler par son nom exact, le satanisme. »

« Cette exposition est absolument dégoûtante – une tentative de corrompre des enfants de 12 ans à peine. »

Voitures inspirantes. Offres exaltantes.



SAISON POUR CONDUIRE



TL 2012

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS **458\$** | ACOMPTE DE **0\$** | LOCATION 48 MOIS **0,5%** | TAUX EFFECTIF **4,1%** | RABAIS À L'ACHAT COMPTANT DE **4000\$**

MDX SH-AWD 2012

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS **658\$** | ACOMPTE DE **0\$** | LOCATION 48 MOIS **0,5%** | TAUX EFFECTIF **4,8%** | RABAIS À L'ACHAT COMPTANT DE **6000\$**

acuraquebec.ca

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey, Laval
450 682-4050

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

ACURA PLUS
de la Seigneurie, Blainville
450 435-4455

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau, Brossard
450 659-1616

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O., Montréal
514 340-1344

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain, Saint-Léonard
514 362-2872

L'acheteur avisé lit les petits caractères : *Offre d'une durée limitée du 4 juillet au 31 juillet 2012 applicable à la location pour usage personnel seulement des modèles neufs Acura TL 2012 (U8F2C1) // Acura MDX 2012 (V02H2CJN) par le biais de Services Financiers Acura sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois au taux de 0,5% (taux effectif de 4,1%/4,8% - pour fins d'informations seulement) s'élève à 458 \$/658 \$ moyennant un acompte initial de 0\$. Le versement du premier mois est exigé dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Un dépôt de garantie de 0\$ est exigé. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le climatiseur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 80 000 km pour 48 mois au taux de 0,15 \$/km. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Certains conditions s'appliquent. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails. © 2012 Acura, une division de Honda Canada. † Le taux de location effectif est calculé en considérant l'incitatif à l'achat au comptant de 4 000 \$ pour le TL et de 6 000 \$ pour le MDX auquel le consommateur renonce en choisissant la location à taux subventionné. L'incitatif à l'achat au comptant est déduit du prix de vente négocié avant taxes. Les incitatifs à l'achat au comptant ne peuvent être combinés à des offres de location, de financement ou autres.



HEUREUSE GAGNANTE. ENCORE UNE FOIS.

C'est un réel honneur d'avoir été élue **Meilleur transporteur aérien international en Amérique du Nord** pour la troisième année consécutive. Merci à tous ceux qui ont voté pour nous et à chacun de nos employés, qui ont rendu cette nomination possible.



AIR CANADA 

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE



ACTUALITÉS



PHOTOS BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE ET LARS HAGBERG, ARCHIVES REUTERS
 Dans la foulée de l'affaire Shafia (à droite), des policiers de la GRC, des procureurs de la Couronne et des représentants de Justice Canada ont reçu une formation sur les crimes d'honneur. Mais pour la cinéaste Raymonde Provencher (à gauche), qui a consacré un documentaire à ce sujet, c'est l'ensemble des professions qu'il faut préparer à lutter contre ce type de crime.

Opération crimes d'honneur

La GRC et les procureurs de la Couronne revoient leurs méthodes après l'affaire Shafia

MARCO FORTIER

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) et les procureurs de la Couronne tentent de tirer les leçons de l'affaire Shafia par une série d'initiatives visant à détecter les crimes d'honneur, a appris *La Presse*.

Dans la foulée de l'affaire Shafia, des policiers de la GRC, des procureurs de la Couronne et des représentants de Justice Canada ont reçu une formation sur les crimes d'honneur et les mariages forcés, indiquent des documents obtenus par la Loi sur l'accès à l'information.

« Malgré un manque de données crédibles (la plupart de ces crimes ne sont pas rapportés en raison de la honte et de la peur de représailles), il est évident que des crimes d'honneur et des mariages forcés se produisent au Canada »,

résume un courriel interne de la GRC, daté du 31 mars 2011.

Selon ce document, au moins 13 crimes d'honneur sont survenus depuis 10 ans au Canada – le chiffre réel est sans doute plus élevé, convient la police fédérale.

Les quatre victimes du plus connu de ces crimes étaient des Montréalaises d'origine afghane, qui ont été trouvées noyées dans une voiture au fond d'une église à Kingston, en Ontario, le 30 juin 2009. Mohammad Shafia, sa femme Tooba Yahya et leur fils Hamed ont été déclarés coupables, le 28 janvier dernier, du meurtre de trois des filles du couple et de la première femme de M. Shafia. Ces femmes ont été tuées parce qu'elles avaient prétendument sali « l'honneur » de la famille, selon la preuve déposée en cour.

Pour éviter que des crimes semblables se produisent de

nouveau – et pour en trouver les coupables –, des représentants canadiens ont notamment assisté à une vidéoconférence avec des policiers du pays de Galles du Sud, au Royaume-Uni, qui ont fait une priorité de la lutte contre les crimes d'honneur. Pour protéger des femmes enrôlées de force dans un mariage, les autorités britanniques vont jusqu'à les aider à changer de nom et à déménager dans une autre région ou même un autre pays, selon un document de la GRC.

Du pain sur la planche

La cinéaste Raymonde Provencher a lancé en mai dernier *Ces crimes sans honneur*, documentaire sur les crimes d'honneur au Canada et ailleurs dans le monde. Elle est convaincue que toutes les professions – policiers, psychologues, travailleurs de

la Direction de la protection de la jeunesse, enseignants, directeurs d'école – sont mal préparées à lutter contre les crimes d'honneur.

Pour son film, elle est allée filmer des policiers de York, banlieue multiethnique de Toronto où vit une importante communauté musulmane et hindouiste. En voyant une femme qui arborait un œil tuméfié, battue pour avoir « sali » l'honneur de sa famille, « les policiers avaient l'air troublé comme s'ils n'avaient jamais entendu parler de crimes d'honneur ».

« Si les policiers de York ne sont pas au courant [de l'existence des crimes d'honneur], qu'est-ce que ça doit être dans le reste du Canada? », dit Raymonde Provencher.

« Combien de cas sont passés entre les mailles du filet depuis 20 ou 25 ans? ajoutez-elle. Il s'agit pourtant de prêter

assistance à des femmes et à des filles en danger de mort. »

Les policiers de Galles du Sud ont créé un protocole unique pour enquêter sur les disparitions et sur les suicides de femmes et de filles, qui peuvent camoufler des crimes d'honneur. Le plus difficile a été d'obtenir la confiance et la collaboration des communautés pour leur faire reconnaître que les crimes d'honneur existent, explique le rapport de la GRC.

« Les crimes d'honneur, c'est quelque chose avec lequel on n'est pas très familiers. On est en train de créer une procédure pour aider les policiers et les procureurs de la Couronne à travailler ensemble de façon efficace », confirme l'inspecteur Stéphane Drouin, directeur de l'apprentissage et du perfectionnement à la GRC.

— Avec la collaboration de William Leclerc

Aide psychologique pour les policiers du SPVM

Le moral au beau fixe malgré la crise étudiante

GABRIELLE DUCHAINE

Malgré le climat de tension et d'affrontement sans précédent qui a accompagné les manifestations étudiantes du printemps, les policiers de Montréal n'ont pas été plus nombreux à demander de l'aide psychologique, révèle un document obtenu par *La Presse* grâce à la Loi sur l'accès à l'information.

Au plus fort de la crise, entre les mois de mars et juin, les psychologues du Programme d'aide aux policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ont fait

1040 consultations, à peine 100 de plus que l'an dernier pour la même période. Durant ces quatre mois de conflit, les bureaux du programme ont reçu 213 appels pour des sujets différents, ils ont ouvert 81 nouveaux dossiers pour des policiers qui n'avaient encore jamais bénéficié de leurs services et ont géré 32 situations de crise, des crises familiales ou suicidaires, par exemple. C'est légèrement moins qu'en 2010.

Policiers très sollicités

Les policiers de la métropole ont été extrêmement

sollicités durant les manifestations. Certains membres du groupe d'intervention, communément appelé l'anti-meute, travaillaient jusqu'à 100 heures par semaine. Des agents de poste de quartier assumaient des horaires semblables. Dans la foulée de certains événements, comme le désormais célèbre cas de la policière portant le matricule 728 qui a aspergé à répétition des manifestants de gaz poivre, plusieurs ont accusé les agents d'être fatigués psychologiquement. Si c'est le cas, cela ne se reflète pas dans le nombre d'appels à l'aide.

Le SPVM a refusé de nous accorder une entrevue sur le sujet afin de « protéger la confidentialité et la confiance de ceux qui utilisent les services du programme d'aide ». Le service de police n'exclut pas que le nombre de demandes augmente dans les prochains mois à cause des contrecoups de la grève étudiante, « une fois que la poussière sera retombée ».

Selon des données obtenues l'an dernier par *La Presse*, environ 300 policiers montréalais par année ont recours aux services

psychologiques offerts par leur employeur pour 3000 consultations. Cela représente moins de 7 % des quelque 4600 policiers du SPVM, ce qui correspond à la moyenne de la population.

Le Programme d'aide aux policiers offre un service sept jours sur sept, jour et nuit pour les situations urgentes, en plus d'offrir de l'accompagnement aux agents qui en ressentent le besoin et d'assurer le programme de prévention du suicide et un volet de formation des superviseurs.

RABAIS
JUSQU'À
70%

meublesfraser.com
8300, chemin Devonshire, Montréal
514.342.0050

* Sur la marchandise sélectionnée. Items vendus « tel quel ». Vente finale. Aucun échange ou remboursement. Les achats doivent être payés entièrement lors de la commande et livrés à l'intérieur de 2 semaines suivant l'achat.
** Ouvert les dimanches de 10 h à 17 h.

C'EST LE TEMPS OU JAMAIS !
MÊME LE DIMANCHE !**

SOLDE

Ça m'inspire !

Modifications à l'aide financière aux étudiants

Un programme « très complexe »

ÉMILIE BILODEAU

Si les étudiants connaissent à l'avance le coût d'un trimestre à l'université, ils devraient aussi être au courant des prêts et bourses qui leur seront alloués, a indiqué le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE), hier. Dans l'avis rendu public, le Comité s'inquiète des modifications apportées au programme d'aide financière qui le rendent difficile à comprendre.

« Les modifications proposées sont très complexes et, à l'heure actuelle, ne permettent plus aux étudiants, ni, sans doute, aux personnes qui travaillent à offrir des services aux étudiants dans les établissements d'enseignement, d'avoir quelque estimation prévisionnelle en la matière. Dans ce sens, le Comité craint que, même si l'aide financière est bonifiée dans son ensemble, cette complexité puisse elle-même devenir un obstacle à l'accès à l'aide financière », indique le CCAFE, une organisation qui avait reçu le mandat de se pencher sur les plus récentes annonces de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, concernant la hausse des droits de scolarité et les modifications à l'aide financière.



EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE
Dans son avis, le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) indique craindre que « l'aversion à l'endettement puisse agir comme un frein dans la décision de poursuivre des études ». Sur la photo, la manifestation nocturne du 31 mai dernier à Montréal.

Le Comité recommande donc à la ministre d'actualiser les informations sur son site internet et, surtout, de mettre à jour son simulateur de calcul d'aide financière.

Le CCAFE s'inquiète

aussi pour les étudiants qui n'ont pas accès aux prêts et bourses, particulièrement ceux qui reviennent sur les bancs d'école après une pause. « Quand les étudiants font un retour aux études, le

programme d'aide financière prend en compte le revenu de l'année précédente dans le calcul des prêts et bourses. Ils ont un revenu, mais quand ils décident de retourner aux études, ça ne veut pas dire qu'ils

ont des économies », explique Pierre Grondin, président du Comité.

Dans son avis, le Comité indique craindre que « l'aversion à l'endettement puisse agir comme un frein dans la décision de poursuivre des études », une inquiétude partagée par Yanick Grégoire, vice-président exécutif de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). « L'endettement pourrait freiner les gens d'aller à l'école de peur d'être endettés. Le principal motif de décrochage aux études postsecondaires, c'est un motif financier », rappelle-t-il.

Par ailleurs, il presse le gouvernement de mettre son site web à jour. « C'est inquiétant. Comment fait-on en tant qu'étudiant pour savoir combien d'argent on va avoir dans nos poches pour payer nos droits de scolarité et notre logement si l'aide financière est incapable de nous donner un vrai chiffre en fonction des dernières modifications? », se questionne-t-il.

Le Comité a répété que l'augmentation des droits de scolarité touche davantage les étudiants à temps partiel, qui ne sont pas admissibles au programme d'aide financière. En revanche, il a accueilli favorablement la hausse du seuil du revenu familial pour l'attribution de prêts et bourses. Il a également constaté que l'étalement de la hausse des droits de scolarité, avec l'indexation, « vient quelque peu alléger la facture annuelle pour les sept prochaines années ».

Crise étudiante Le PLQ écrit au DGE

Le Parti libéral du Québec (PLQ) demande au Directeur général des élections (DGE) de rappeler à l'ordre les associations étudiantes, qui promettent de s'engager dans la campagne électorale imminente. Citant un article paru la semaine dernière dans *La Presse*, le PLQ rappelle que les associations étudiantes comptent poursuivre sur le front électoral leur bataille commencée le printemps dernier contre la hausse des droits de scolarité, décrétée par le gouvernement Charest. Or, seuls les agents officiels des partis politiques ont le droit de faire des dépenses partisans durant une campagne électorale. « [...] Vous comprendrez que nous soyons extrêmement préoccupés par le fait que des groupes de pression annoncent explicitement leur intention de s'engager dans le débat électoral sans égard aux dispositions législatives que vous avez pris soin de leur rappeler », a écrit Karl Blackburn, directeur général du PLQ, dans une lettre envoyée hier au DGE.

— Marco Fortier

Promesses d'aide pour le Nord

Sur fond de fièvre électorale, le premier ministre Jean Charest a confirmé hier une aide de Québec à hauteur de 200 millions visant à soutenir le développement d'infrastructures dans les villes directement touchées par le Plan Nord. « Il y aura un choix très important à faire sur le type de société dans laquelle nous voulons vivre. Ça, ça me paraît très évident », a-t-il dit.

— La Presse Canadienne

Cet été, évadez-vous avec nous!

Rabais de fin de saison sur les modèles Subaru 2012

| | | |
|---|---|--|
| <p>FORESTER 2.5X 2012</p> <p>À l'achat au comptant à partir de</p> <h3>27 705\$*</h3> <p><small>Transport et préparation inclus, taxes en sus Financement et location disponibles</small></p> | <div style="border: 2px solid red; padding: 5px; color: white; font-weight: bold;"> RABAIS AU COMPTANT DE 3 000\$ <small>Offre d'une durée limitée</small> </div> | |
| <p>LEGACY 2.5i 2012</p> <p>À l'achat au comptant à partir de</p> <h3>25 705\$**</h3> <p><small>Transport et préparation inclus, taxes en sus Financement et location disponibles</small></p> | <div style="border: 2px solid red; padding: 5px; color: white; font-weight: bold;"> RABAIS AU COMPTANT DE 3 000\$ <small>Offre d'une durée limitée</small> </div> | |
| <p>OUTBACK 2.5i Commodity 2012</p> <p>À l'achat au comptant à partir de</p> <h3>30 705\$***</h3> <p><small>Transport et préparation inclus, taxes en sus Financement et location disponibles</small></p> | <div style="border: 2px solid red; padding: 5px; color: white; font-weight: bold;"> RABAIS AU COMPTANT DE 2 500\$ <small>Offre d'une durée limitée</small> </div> | |

OUTBACK
Economie d'essence (l/100 km)^A
CVT Lineartronic® Ville 9,5 / Route 6,9
6MT Ville 10,6 / Route 7,4
Indice d'octane recommandé : 87
Données estimatives

LEGACY
Economie d'essence (l/100 km)^A
CVT Lineartronic® Ville 9,1 / Route 6,4
6MT Ville 10,6 / Route 7,4
Indice d'octane recommandé : 87
Données estimatives

SUBARU
Confiance et évolution

Japonais et plus encore! | www.quebec.concessionsubaru.ca

| | | | |
|--------------------------------|-------------------------------------|---|---|
| SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND | SUBARU SAINTE-JULIE SAINTE-JULIE | JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU | SUBARU BROSSARD BROSSARD |
| JOLIETTE SUBARU JOLIETTE | LACHUTE SUBARU BROWNSBURG | SUBARU-MONTRÉAL MONTRÉAL | SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS |
| CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY | SUBARU DE LAVAL LAVAL | SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE | SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY |
| | | | SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX |

2,30%

**CPG
2 ANS**
minimum 25000\$
«Parce que vous méritez plus»

Le Groupe Rothenberg

Westmount • (514) 934-0586
Pointe-Claire • (514) 697-0035
Rive-Sud • 450-321-0001

Courtiers pour banques et fiduciaires
couverts par la SADC.
Les taux sont sujets à changement.

www.rothenberg.ca

* À l'achat au comptant à partir de 27 705 \$, taxes en sus, pour la Forester 2.5X 2012 (CJ1X0), à transmission manuelle. ** À l'achat au comptant à partir de 25 705 \$, taxes en sus, pour la Legacy 2.5i 2012 (CA1BP), à transmission manuelle. *** À l'achat au comptant à partir de 30 705 \$, taxes en sus, pour la Outback 2.5i Commodity 2012 (CD1CP), à transmission manuelle. À l'achat, les frais de transport et de préparation (1 595 \$) ainsi que les taxes sur le climatiseur (100 \$) et sur les pneus neufs (15 \$) sont inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Le crédit de 3 000 \$ est offert uniquement à l'achat au comptant de la Forester 2.5X 2012 (CJ1X0) et de la Legacy 2.5i 2012 (CA1BP); le crédit de 2 500 \$ est offert uniquement à l'achat au comptant de la Outback 2.5i Commodity 2012 (CD1CP). Les données de consommation de carburant sont établies par Ressources naturelles Canada et sont estimatives. La consommation de carburant réelle variera selon les conditions routières, les habitudes de conduite et la charge du véhicule. Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photos à titre indicatif seulement. Les spécifications techniques sont sujettes à changement sans préavis. Offres valables jusqu'au 31 juillet 2012.

ACTUALITÉS



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

Gilbert Rozon, grand manitou du festival Juste pour rire, a dit ne reconnaître « d'aucune façon » les allégations de son ancienne vice-présidente.

JUSTE POUR RIRE

Gilbert Rozon poursuivi par une ex-cadre

GABRIELLE DUCHAINE

En plein festival Juste pour rire, une ancienne cadre haut placée de l'organisation réclame à son dirigeant Gilbert Rozon plus de 300 000 \$ pour harcèlement psychologique, atteinte à sa réputation et résiliation unilatérale de son contrat, a appris *La Presse*.

Moins de deux semaines après son congédiement houleux, ce n'est nulle autre que l'ancienne vice-présidente exécutive et chef de l'exploitation du Groupe Juste pour rire qui demande justice au célèbre producteur québécois. L'homme d'affaires voulait « la casser », dit-elle. Dans une poursuite déposée hier devant la Cour supérieure, Josée Daignault exige la somme de 374 346 \$ à son entreprise. Le portrait qu'elle dresse de son patron est sombre. Le principal intéressé réfute toutes les allégations contre lui et promet de se défendre devant le juge.

Dans le volumineux document présenté au tribunal, M^{me} Daignault affirme que durant la courte période où elle a travaillé pour Gilbert Rozon, il a tout fait pour transformer son quotidien en véritable calvaire et ainsi la pousser à démissionner. Il lui a finalement montré la porte le 5 juillet dernier, à peine six mois après son embauche annoncée en grande pompe dans plusieurs médias.

« Je vais te casser »

Selon elle, le fondateur de Juste pour rire l'empêchait d'exercer ses fonctions en voulant tout contrôler. Elle dit s'être plainte plusieurs fois, mais que rien n'a changé. « À partir du mois de juin, il y a eu un changement drastique et accentué d'attitude et du comportement de Gilbert Rozon qui s'est matérialisé par des reproches non fondés et des accusations frivoles [...] dans le seul but de l'amener à quitter son emploi », peut-on lire dans la requête introductive d'instance.

L'ancienne vice-présidente raconte que son patron lui envoyait des courriels « empreints d'agressivité, de reproches et de menaces ». L'homme lui aurait aussi dit: « Je vais te casser. » Selon la plaignante, le président du festival l'accusait à tort d'avoir divulgué des informations confidentielles sur les finances de l'entreprise à des collègues alors qu'il avait lui-même envoyé un courriel à ce sujet à tous les membres de la direction. Il lui reprochait également d'avoir brisé la confidentialité de son poste en prenant contact avec deux de ses prédécesseurs, avec qui elle a souhaité parler « pour mieux comprendre l'organisation

et Rozon ». « Plusieurs personnes avaient tenté sans succès, au cours des dernières années, d'occuper un poste similaire auprès de lui », lit-on dans la poursuite.

Quant à l'adjointe du patron, Guylaine Lalonde, elle refusait mordicus d'adresser la parole à M^{me} Daignault, allègue cette dernière. L'adjointe serait allée jusqu'à fredonner une chanson lorsqu'elle tentait de lui parler afin de ne pas l'entendre.

L'ancienne vice-présidente raconte que son patron lui envoyait des courriels « empreints d'agressivité, de reproches et de menaces ».

Au début du mois de juillet, le magnat du rire a convoqué son employée pour lui dire que ça n'allait plus. « Il n'y a pas de *fit*. Veux-tu que je te congédie ? » Deux mois plus tôt, il se serait pourtant déclaré parfaitement satisfait d'elle. La vice-présidente lui a manifesté sa déception, mais s'est dite « ouverte à trouver une solution gagnante pour tous ». Ils ne se sont pas entendus. Il offrait trois mois de salaire, elle en demandait au moins neuf comme le stipule, dit-elle, son contrat. Groupe Juste pour rire aurait aussi exigé que, malgré son renvoi, Josée Daignault continue à s'acquitter de certaines tâches pour l'entreprise. Elle a refusé et s'est fait congédier le jour même.

Moyen de pression

La voici maintenant qui contre-attaque pendant que le festival de Gilbert Rozon bat son plein. « C'est un moyen de pression », croit l'homme. L'ancienne cadre, qui n'a pas répondu à nos demandes d'entrevue, réclame au groupe un an de salaire, soit 300 000 \$. Dans le document de cour, elle dit avoir « pris des risques en acceptant le poste et quittant sa fonction stable et rémunératrice » et « coupé les relations avec sa clientèle ». Elle demande aussi, entre autres sommes, 11 000 \$ pour ses deux dernières semaines de travail, que Juste pour rire aurait « refusé de lui verser ». Elle exige 20 000 \$ en dommages moraux pour atteinte à la réputation et à la dignité, stress et harcèlement psychologique, notamment.

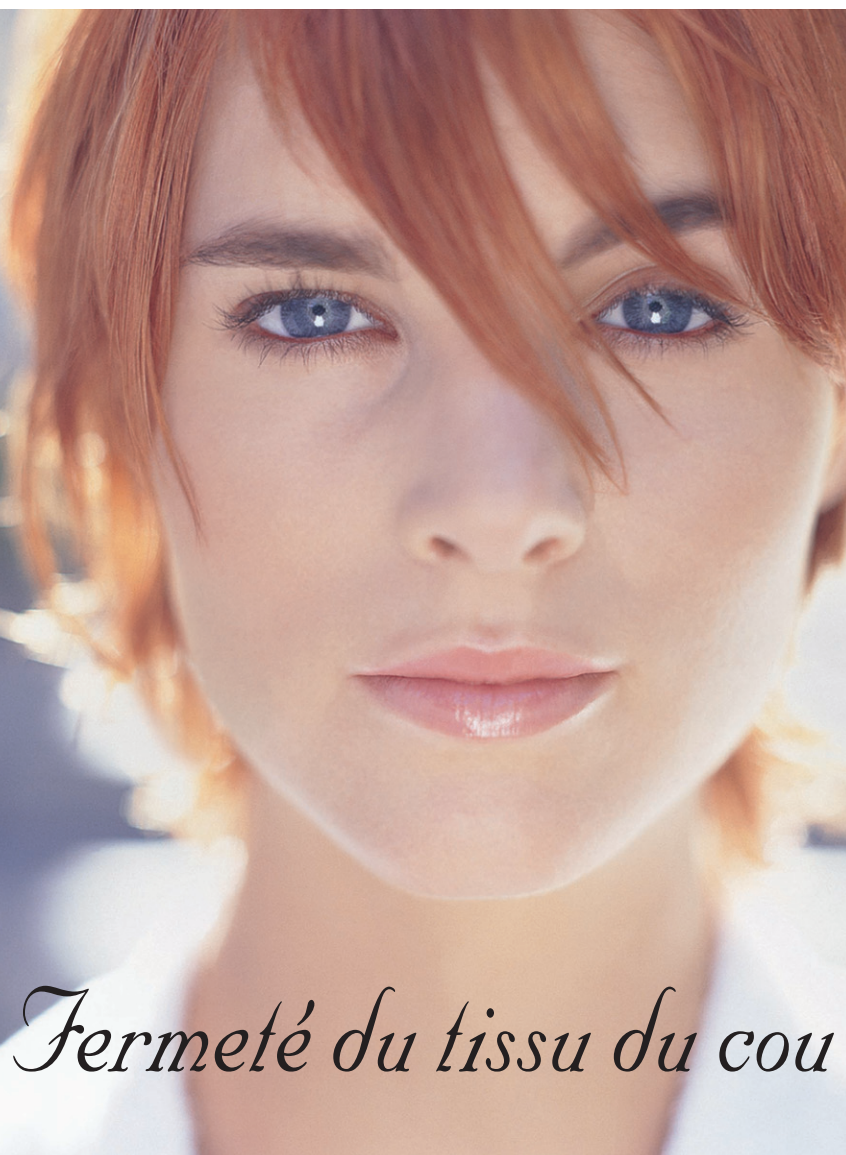
Gilbert Rozon a dit souhaiter garder sa défense pour le tribunal. Il estime que son ancienne employée utilise la cour comme « moyen pour négocier ». « Je ne reconnais d'aucune façon ses allégations », dit-il.

Retrait du Canada du protocole de Kyoto Contestation rejetée par le tribunal

La Cour fédérale déboute Daniel Turp et son Équipe Kyoto, qui contestaient le droit du gouvernement Harper d'avoir décidé du retrait du Canada du protocole de Kyoto. Mais déjà, en entrevue avec *La Presse Canadienne*, les défenseurs de la participation du Canada au protocole de Kyoto ont prévenu qu'ils allaient interjeter appel de la décision. Dans un jugement, qui a été rendu public hier, la Cour fédérale statue que le retrait du Canada du Protocole de Kyoto, en décembre dernier, ne constitue pas un acte de primauté du droit et de la séparation des pouvoirs, comme le prétendait M. Turp, professeur de droit et ancien député bloquiste. Selon le juge Simon Noël, le gouvernement Harper n'était pas tenu de consulter le Parlement du

Canada avant d'exercer son droit de retrait. La Cour estime aussi que le pouvoir exécutif avait bel et bien le droit de décider du retrait du Canada de cette entente internationale sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre en vertu de la Loi de mise en œuvre du protocole de Kyoto. M. Turp et son Équipe Kyoto affirmèrent également, dans leur requête en déniement du retrait du Canada, que le gouvernement canadien aurait dû consulter les provinces. Mais la Cour fédérale a partagé l'avis du défendeur et statué que « les provinces auraient été les mieux placées pour avancer cet argument et que le demandeur ne peut donc le faire pour elles dans le cadre de ce recours d'intérêt public ».

— La Presse Canadienne



Fermeté du tissu du cou

Derma-Lifte COLOSTRUM

contre les outrages
du temps,
combat
l'apparence
des
rides



Achetez une crème
COLOSTRUM
et recevez-en une 2^e tout à fait
GRATUITEMENT*

Le relâchement des tissus de la peau survient à un certain moment de la vie. **Derma-Lifte COLOSTRUM** une crème antirides peut donner au cou une apparence plus ferme.

Derma-Lifte COLOSTRUM a créé une préparation crémeuse à base de **COLOSTRUM**, pour rehausser l'apparence de la peau du cou. Votre peau paraîtra plus jeune et plus lisse.

Les recherches ont montré que le **COLOSTRUM** possède une multitude de bénéfices, incluant des facteurs épidermiques qui donnent à la peau une apparence revitalisée et raffermie. Son rôle est de renverser l'apparence des signes du vieillissement de la peau et améliorer son élasticité.

Le **COLOSTRUM** renferme 250 substances et se présente comme un des plus forts éléments de la nature.**

Les effets combinés du **COLOSTRUM** sont une véritable ressource pour l'épiderme et ont une influence profonde sur l'aspect, la texture, et la FERMÉTÉ de la peau du cou. **Derma-Lifte COLOSTRUM** exerce donc ses effets par le cheminement de ses facteurs d'afflux au sein du tissu cutané.

De plus, **Derma-Lifte COLOSTRUM**, en reconnaissant l'importance de la richesse des facteurs du **COLOSTRUM** pour l'homéostasie cutanée, parvient à redonner une belle apparence à la peau en subvenant aux besoins des acteurs pivots de celle-ci. Des acteurs dont le rôle est de retarder les signes, l'aspect et la visibilité des outrages du temps.

**Référence: convention of the American College for Advancement in Medicine.

Derma-Lifte^{MD} Colostrum: Ingrédients INCI déposés

En vigueur du samedi 21 au mardi 24 juillet 2012.

*Jusqu'à épuisement des stocks

www.bio-actif.com

Disponible aux endroits suivants :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon Est, Montréal
514 279-3709

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC
418 656-1266

Boutique Luc Mathieu
5455, boul. des Forges, Trois-Rivières
Commandes postales : 819 378-7777
Ligne sans frais : 1 877 511-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1600, Le Corbusier (Centre Laval)
450 688-5455

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341-A, boul. St-Joseph, Gatineau
819 770-3645

Boutique Luc Mathieu
2622, rue King Ouest
À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke
819 823-3322

Néo-Santé
495, rue St-Georges, St-Jérôme
450-436-5548

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno
450 653-6009

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Galeries Rive-Nord
100, boulevard Brien, Repentigny
450 657-2032

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale ouest, Magog
819 868-3368

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy, Lévis
418 833-5933

Vitavie au naturel
3333, du Carrefour Promenade,
Beauport
418-667-0070

SANTÉ EN DIRECT

Ligne ouverte avec Johanne Verdon
sur les ondes de CJLV 1570 AM
450-680-1570 1-866-895-3142
Samedi et Dimanche de 8h à 11h

Ferti 2000: commandes postales
Tél.: 514 272-1365

Ligne extérieure: 1 800 272-1365
lundi au vendredi: 9h à 17h
Samedi et Dimanche: 8h30 à 17h

Fusillade à Toronto Les gangs de rue soupçonnés

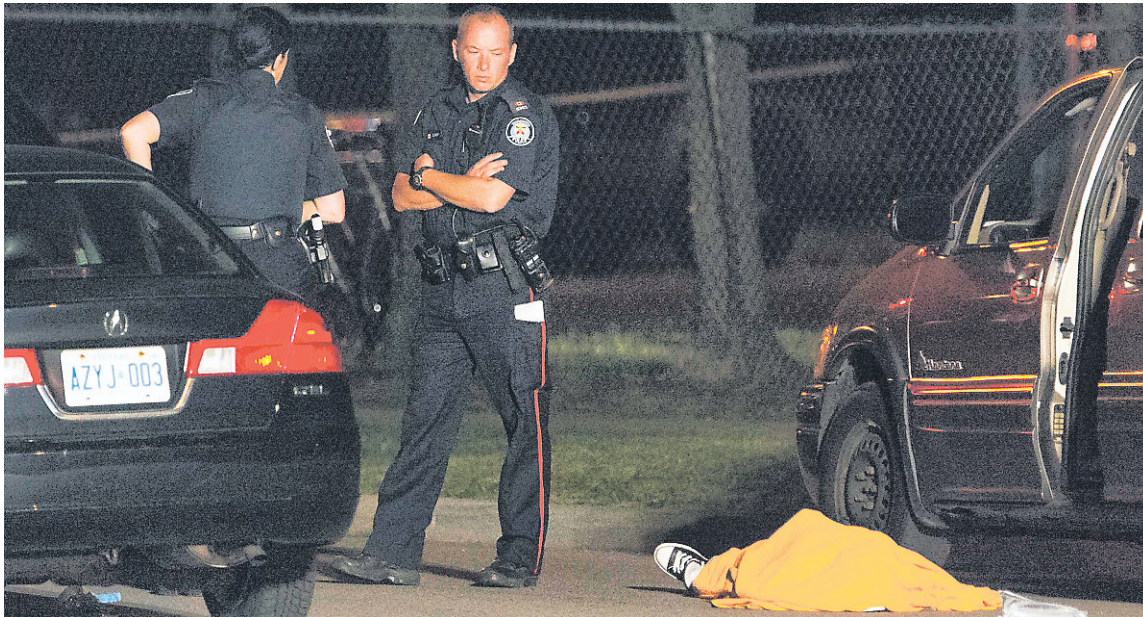


PHOTO MARK BLINCH, REUTERS

La police de Toronto a appelé hier des témoins potentiels à se manifester au lendemain d'une fusillade au cours d'un barbecue, qui a causé la mort de 2 personnes et fait 24 blessés, dont un bambin de 22 mois. Les autorités ont précisé que les deux personnes mortes dans la fusillade étaient une jeune fille de 14 ans, Shyanne Charles, et un homme de 23 ans, Joshua Yasay. Une

« personne d'intérêt » blessée est par ailleurs détenue, a indiqué la police. Plus de 200 personnes participaient au barbecue dans l'est de la métropole, lundi soir, quand des hommes armés ont tiré dans la foule peu avant 23 h. Le chef Bill Blair a mentionné que la police soupçonne que la fusillade ait été liée à la violence entre gangs.

- La Presse Canadienne

Enveloppe suspecte Deux centres de Postes Canada perturbés

L'enveloppe contenant de la poudre qui a déclenché une importante opération policière, hier matin au centre de tri de Postes Canada de Saint-Laurent, était destinée à Luka Rocco Magnotta, accusé du meurtre d'un étudiant chinois.

Vers 5 h 20, des employés de l'important centre de tri ont découvert une enveloppe contenant une poudre blanche. Dans la panique qui a suivi, des employés croyant avoir été incommodés se sont rendus

à l'hôpital par leurs propres moyens. Il s'agissait toutefois de réactions nerveuses, a indiqué la porte-parole du SPVM, Anie Lemieux. Quelques heures plus tard, une autre alerte à la poudre suspecte a été déclenchée, au bureau de poste de Sainte-Julie, sur la Rive-Sud, lorsqu'un employé a remarqué la présence d'une poudre brunâtre au fond d'un bac de courrier provenant du centre de tri de Saint-Laurent. Les deux incidents pourraient être liés.

- David Santerre

Drame familial de Warwick Pas de rapport d'autopsie avant neuf mois

On pourrait devoir attendre près d'un an avant d'en savoir plus sur les circonstances entourant la mort de Jocelyn Marcoux et de ses deux enfants, Lindsey et Karen. La porte-parole du Bureau du coroner du Québec, Geneviève Guilbault, estime à entre 9 et 12 mois le temps

nécessaire pour la collecte des données, l'analyse et la publication du rapport d'autopsie. Marcoux est soupçonné d'avoir tué ses deux enfants et de s'être enlevé la vie, le 10 juillet dernier au petit matin, dans l'incendie du garage situé derrière sa résidence, à Warwick.

- La Tribune

L'Association des concessionnaires GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2012 Sierra à cabine allongée, à cabine multiplace et Terrain (TLF26/15A). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 495\$) et taxe de climatisation (100\$, si applicable) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Prix à l'achat de 32 224\$ pour Sierra à cabine allongée et de 29 840\$ pour Terrain. Financement à l'achat de 0% offert pendant 72 mois sur un GMC Sierra poids léger et pendant 84 mois sur un GMC Terrain. Sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque Scotia ou d'Ally Credit. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon le montant emprunté et le versement initial/échange. Exemple : basé sur un financement à l'achat de 26 309\$ à un taux annuel de 0%, le paiement mensuel est de 365,40\$ pour 72 mois. Le coût d'emprunt est de 0\$, et l'obligation totale est de 26 309\$. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Certaines conditions s'appliquent. 2. Le rabais de 7 500\$ est un crédit de livraison applicable à l'achat d'un Sierra 2012 à cabine allongée et multiplace, offert au concessionnaire par le fabricant. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers. 3. Selon les données les plus récentes sur la concurrence sur les taux fixes disponibles au moment de la publication. 4. Le GMC Terrain a été nommé Choix sécuritaire par excellence trois années consécutives par l'Insurance Institute for Highway Safety (IIHS). Pour en savoir plus, visitez iihs.org. 5. Coût de consommation de carburant GMC Terrain SLE 2012 équipé d'un moteur de 2,4 L et d'une boîte automatique à 6 vitesses. Selon le Guide de consommation de carburant 2012 de Ressources naturelles Canada. Votre consommation réelle de carburant peut varier. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAO Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

LES OFFRES D'ÉTÉ GMC

ACHETEZ À

0%

JUSQU'À

84

MOIS

SUR CERTAINS MODÈLES¹

Modèle SLT illustré

| | COMPAREZ NOS TAUX POUR MIEUX INVESTIR ² | | | | |
|-------------------------------------|--|---------|---------|---------|---------|
| SIERRA À CABINE ALLONGÉE/MULTIPLACE | TERMES | 48 MOIS | 60 MOIS | 72 MOIS | 84 MOIS |
| ACHETEZ À | | | | | |
| 0% | | | | | |
| JUSQU'À 72 MOIS ¹ | | | | | |
| +7 500\$ ² | | | | | |
| SIERRA | 0% | 0% | 0% | 0,99% | |
| F-150 | 3,99% | 3,99% | 4,99% | N/D | |
| RAM | 4,99% | 4,99% | 4,99% | 4,99% | |

TERRAIN SLE

- Meilleur choix sécuritaire de l'IIHS trois années de suite⁴
- Rendement éconergétique de 6,1L/100 km sur route⁵
- Système StabiliTrak^{MD} et traction asservie
- Caméra arrière avec affichage de l'image dans l'écran de la radio

FINANCEMENT 84 MOIS

355\$¹ PAR MOIS

0% 0\$ DE COMPTANT

PRIX À L'ACHAT

29 840\$¹

Comprend le transport et la taxe de climatisation.

Modèle SLT illustré

LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

5 ANS

160 000 KM

* GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR

* ASSISTANCE ROUTIÈRE

* TRANSPORT DE COURTOISE

* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

GMC

OFFRESGMC.CA

ACTUALITÉS

Controverse autour d'un potager

Drummondville compte interdire les jardins de légumes devant les résidences dès l'automne

JEAN-THOMAS LÉVEILLÉ

DRUMMONDVILLE — La maison est sobre, mais elle saute tout de même aux yeux à cause de son parterre luxuriant. Le rouge vif des tiges de bette à carde tranche avec le feuillage vert des plants de cerises de terre, tandis que le basilic violet se marie au vert métallique des choux. Ce genre de potagers, aménagés devant une résidence, est peu fréquent. Et il le restera. Du moins à Drummondville, où l'administration municipale entend l'interdire complètement d'ici l'automne.

Josée Landry et Michel Beauchamp auraient pu opter pour de simples tables de bégonias et quelques pivoines pour embellir leur cour avant, mais ils ont préféré joindre l'utile à l'agréable en faisant un jardin. « On a décidé de faire attention à notre santé et de manger différemment et ça passait par manger plus de légumes, alors on a décidé de faire un potager, explique M. Beauchamp. Mais on n'avait jamais fait de potager! »

Leur cour arrière étant complètement ombragée, celle de devant était le seul endroit possible. Dès le mois de mars, le couple s'est mis au travail en faisant des recherches sur l'internet, car tout était à apprendre. Quatre mois plus tard, le résultat laisse pantois quand on pense qu'il est l'œuvre de



Josée Landry et Michel Beauchamp ont installé leur potager devant leur résidence de Drummondville. La Ville n'est pas convaincue du résultat et compte interdire les potagers en façade dès l'automne.

néophytes: les plants sont grands et vigoureux, leur place dans le potager a été pensée pour ne pas qu'ils nuisent aux autres, des fleurs ont été plantées pour chasser les insectes et il n'y a pas une mauvaise herbe à l'horizon.

« On ne s'attendait pas du tout à un tel résultat, s'exclame Josée Landry, visiblement fière de son potager. On n'avait pas d'expérience en jardinage. Quand c'est la première fois qu'on

voit des légumes pousser, c'est beau à voir. » Leur potager, qui fait le tour du monde depuis une semaine par l'entremise des médias sociaux, leur a d'ailleurs valu des félicitations.

Si populaire soit l'idée, elle ne semble pas convaincre l'administration municipale. Des quatre villes s'étant regroupées en 2004 pour former l'actuelle ville de Drummondville, seule Saint-Charles-de-Drummond

permet les potagers en façade. Et ils seront interdits sur la totalité du territoire lorsque l'harmonisation des règlements municipaux sera terminée, l'automne prochain. Josée Landry et Michel Beauchamp pourront toutefois jouir d'un droit acquis.

« C'est une question de cohésion de la trame urbaine, explique Claude Proulx, le directeur général de la Ville. On ne voudrait pas se retrouver avec des plantations de blé d'Inde devant une résidence, de radis devant une autre et de patates ailleurs. »

L'argument ne convainc pas Michel Beauchamp. « Le gazon, ça ne sert à rien, ça ne se mange pas. Utilisons cet espace-là pour produire de la nourriture. C'est complètement absurde d'acheter des légumes qui viennent de l'autre bout du monde, qui polluent pour se rendre jusqu'à nous, quand on peut les faire pousser ici. »

Selon la Ville de Drummondville, le débat préoccupe bien peu de gens. Lors des assemblées publiques organisées dans le cadre de l'harmonisation des règlements municipaux, aucun citoyen n'a soulevé la question des potagers de façade, souligne le directeur général. « Mais s'il y a des citoyens qui voudraient que la réglementation soit changée, il y a un processus de demande d'amendement qui est possible », précise Claude Proulx.

Des immigrants égarés demandent le statut de réfugié

HUGO PILON-LAROSE

Un citoyen de Magog, en Estrie, a eu toute une surprise, hier matin, rue Sherbrooke, lorsqu'il a croisé un groupe de 14 immigrants roumains qui ont demandé à être conduits aux autorités canadiennes, auprès de qui ils auraient demandé le statut de réfugié.

« Le citoyen a immédiatement appelé la police, et nous les avons retrouvés vers 4h40 ce matin », a expliqué à *La Presse* le capitaine Christian Boily, de la Régie de police de Memphrémagog.

Les policiers ont par la suite emmené le groupe de 11 adultes et 3 enfants au poste de police, le temps que les préposés de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) viennent les chercher, un peu après 7h.

Les 14 personnes, d'origine roumaine, ne parlent pas français et parlent difficilement l'anglais, a expliqué le capitaine Boily.

Ils ne seraient pas tous de la même famille. Un enfant serait âgé d'environ 4 ans et les deux autres de 10 ans.

Les immigrants ont ensuite été emmenés au poste frontalier de Stanstead, où ils sont actuellement interrogés.

« Nous ne sommes pas en mesure de dire combien de temps ils seront détenus ici à Stanstead. Une fois le contrôle terminé, le dossier sera pris en charge par Citoyenneté et Immigration Canada », a dit la porte-parole de l'ASFC, Véronique Lalime.

L'ASFC ne peut dire pour l'instant si les personnes seront détenues à

Standstead pour la journée seulement, ou si elles resteront au poste frontalier pour quelques jours.

On croit que le groupe a pu traverser la frontière canado-américaine, à environ 30 minutes de Magog. Les autorités sont également à la recherche d'un passeur qui aurait pu aider le groupe à se rendre au Canada.

L'enquête sur l'identité du passeur, qui n'est toujours pas connue des forces policières, est en cours. La Gendarmerie royale du Canada s'est vu confier le dossier.



10 ANS DÉJÀ...

Louis Laberge nous a quittés le 18 juillet 2002 après 78 ans de vie et 58 ans de militantisme au service des travailleurs et des travailleuses du Québec.

La vingtaine à peine sonnée, Louis est devenu assembleur, puis mécanicien en aéronautique à Canadair. Aussitôt militant syndical à l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (AIMTA), il a été successivement secrétaire puis président du Conseil des métiers et du travail de Montréal de 1951 à 1964, année où, après quelques mois passés au sein des Travailleurs unis de l'automobile et de l'aérospatiale, il a été élu président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, titre qu'il a conservé jusqu'à sa retraite, en 1991, après avoir contribué à multiplier par deux le nombre de membres à la FTQ.

Plusieurs ont connu Louis Laberge alors qu'il soutenait vigoureusement la création de la FTQ-Construction. D'autres s'en souviennent alors qu'il défendait bec et ongles les grévistes de la United Aircraft. D'autres encore pensent à lui alors qu'il participait aux piquets de grève du quotidien *La Presse* ou de General Motors, ou

lorsqu'il était emprisonné avec les dirigeants de la CSN et de la CEQ durant la grande négociation du Front commun de 1972.

Mais c'est l'ensemble du Québec qui garde en mémoire Louis Laberge comme étant le fondateur éclairé, en 1983, du Fonds de solidarité FTQ, un fonds de plus de huit milliards et demi de dollars aujourd'hui, destiné à sauver et à créer des emplois, à faire tourner l'économie du Québec et à contribuer à l'amélioration de la retraite de près de 600 000 actionnaires.

Merci Louis! Ton soutien et ta détermination nous manquent, tout comme ton humour et ta jovialité, mais nous sommes heureux de poursuivre la « grosse » œuvre que tu as commencée.

Michel Arsenault

Michel Arsenault
Président de la FTQ et du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ

Daniel Boyer

Daniel Boyer
Secrétaire général de la FTQ et secrétaire du Fonds de solidarité FTQ



Fondation Y des femmes Marie-Claude Lortie honorée

La chroniqueuse à *La Presse* Marie-Claude Lortie a reçu le prix Femme de mérite dans la catégorie « communications », remis par la Fondation Y des femmes et par Bell, hier.

« C'est un honneur extraordinaire de me retrouver à côté de toutes les femmes qui ont reçu ce titre avant moi. Je n'en reviens pas. Ce n'est pas toujours évident d'exprimer des revendications féministes, mais de savoir qu'elles sont lues, partagées et que la Fondation estime que c'est important de les communiquer, c'est incroyablement encourageant », a indiqué Marie-Claude Lortie.

Eric Trottier, vice-président à l'information à *La Presse*, s'est réjoui de cet honneur remis à la chroniqueuse. « Je suis vraiment content que Marie-Claude Lortie ait remporté ce prix parce que c'est mérité. Marie-Claude fait un journalisme qui sort de l'ordinaire. Il y a des journalistes qui ne font qu'un créneau dans leur carrière. Elle a décidé de prendre des routes différentes: elle a couvert la politique à Ottawa, elle a dirigé nos pages Actuel et, depuis quelle est chroniqueuse, elle fait un travail extraordinaire. Elle peut nous parler



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE
Marie-Claude Lortie

de politique, de restaurants, de vie urbaine, de design, elle peut nous dire comment mieux nous alimenter. Marie-Claude est probablement l'une de nos chroniqueuses les plus accomplies parce qu'elle touche à tous les aspects de la vie », a-t-il déclaré.

La lauréate a été sélectionnée par deux comités bénévoles indépendants et elle sera honorée au cours de la soirée-bénéfice Prix femmes de mérite le 24 septembre prochain. — *La Presse*

Cérémonie religieuse publique pour Lin Jun

La Montreal Chinese Alliance Grace Church tiendra une cérémonie religieuse publique, samedi, en mémoire de Lin Jun, que Luka Rocco Magnotta est accusé d'avoir tué. La cérémonie débutera à 10h au 13, Finchley Place, à Hampstead.

Selon le quotidien *The Gazette*, les parents de Lin Jun seront présents. Cette information aurait été confirmée par le directeur général du Service à la famille chinoise du Grand Montréal, Xixi Li. — *Hugo Pilon-Larose*

PRODUCTION À PETITE ÉCHELLE

EX35
INFINITI LAVAL
1950, boulevard Chomedey, Laval, 1 888 696-1194
infinitalaval.ca

INFINITI
Performance inspirée

LE TOUR DU GLOBE

Gaza Exécutions décriées

Les autorités du Hamas, au pouvoir à Gaza, ont exécuté hier trois Palestiniens condamnés pour assassinat. Le Hamas dit avoir agi en respect de la loi religieuse et des lois palestiniennes en vigueur. Ces exécutions qui ont eu lieu sans l'approbation du président palestinien Mahmoud Abbas ont été vivement condamnées par le gouvernement de l'Autorité palestinienne et le Centre palestinien des droits de l'homme (PCHR), ainsi que par Amnistie internationale. Selon PCHR, 14 personnes ont été exécutées depuis 2007.
— AFP

Grande-Bretagne Mal préparée pour les JO

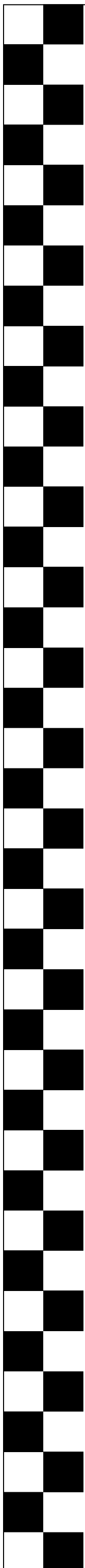
Presque la moitié des Britanniques (45 %) estiment leur pays mal préparé pour accueillir les Jeux olympiques, selon un sondage publié à 10 jours de l'ouverture des JO. Deux Britanniques sur cinq (39 %) se disent inquiets à propos de la sécurité des Jeux, après la décision précipitée du gouvernement de dépêcher 3500 soldats supplémentaires et des centaines de policiers sur les sites, après la défaillance de la société G4S, incapable de fournir les 10 400 gardes privés qu'elle s'était engagée par contrat à déployer.
— AFP, BBC



PHOTO TIKSA NEGERI, REUTERS
La nouvelle présidente de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma.

Union africaine Nouvelle patronne

Pour la première fois, une femme prend les rênes de l'Union africaine. Hier, la Sud-Africaine Nkosazana Dlamini-Zuma, actuelle ministre de l'Intérieur de son pays, a été élue présidente de l'organisation, damant le pion à l'ex-président du Gabon, Jean Ping. La candidature de M^{me} Zuma, défendue bec et ongles par l'Afrique du Sud, en dépit d'une loi non écrite qui veut que les puissances continentales s'abstiennent de postuler à ce poste-clé, a suscité des craintes sur une volonté hégémonique de Pretoria sur le continent.
— AFP



ÉVÉNEMENT
FORMULE GAGNANTE
Honda



CR-V LX 2012
4 roues motrices
En location

328 \$*
48 mois
2 695 \$ comptant
24 000 km / année
Transport et préparation
+ taxe A/C inclus



Pilot LX 2012
4 roues motrices
En location

488 \$**
48 mois
3 420 \$ comptant
24 000 km / année
Transport et préparation
+ taxe A/C inclus



Odyssey LX 2012
En location

378 \$***
48 mois
2 630 \$ comptant
24 000 km / année
Transport et préparation
+ taxe A/C inclus

À partir de **0,99 %** à l'achat sur la plupart des camions.

Remise additionnelle disponible avec le programme **FAITES DE VOS VÉHICULES UN BIEN**

L'Association des concessionnaires Honda du Québec | hondaquebec.ca

*L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le CR-V LX 4RM 2012 neuf (modèle RM4H3CE). Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0.12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 640 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 29 830 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. **L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le Pilot LX 4RM 2012 neuf (modèle RM4H3CE). Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0.12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 640 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 35 660 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. ***L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur l'Odyssey LX 2012 neuf (modèle RL4H3CE). Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0.12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 640 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 31 730 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. Les taxes, droits, assurances et immobilisations sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le fabricant et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Visitez le www.faitesdevoiture.com pour plus de détails. L'initiative de l'AQPA soutenue par le gouvernement du Québec.

MONDE

Rapatriement d'Omar Khadr

La pression sur Ottawa s'accroît

CATHERINE HANDFIELD

À l'approche du 10^e anniversaire de l'arrestation d'Omar Khadr, la pression s'accroît sur le gouvernement canadien pour qu'il le rapatrie. En plus des démarches judiciaires de ses avocats, plus de 17 000 personnes ont signé une pétition pour exiger son transfert dans une prison canadienne.

Le sénateur Roméo Dallaire a publié la pétition jeudi dernier sur le site international change.org. (change.org/omarkhadr). Hier, plus de 17 000 personnes l'avaient signée. « Le cas d'Omar Khadr, citoyen canadien et ancien enfant soldat, déshonore notre société et témoigne d'un mépris manifeste envers les obligations internationales du Canada », écrit-il.

Roméo Dallaire invite Ottawa à « respecter son engagement » de rapatrier le Canadien de 25 ans, détenu depuis 10 ans à Guantánamo pour le meurtre d'un soldat américain en Afghanistan, le 27 juillet 2002.

En 2010, Khadr a plaidé coupable à cinq chefs d'accusation, dont un de crime de guerre, en échange de la promesse qu'il pourrait être transféré au Canada après avoir passé une année de plus à Guantánamo. Ses avocats ont déposé une requête de

transfert l'an dernier, mais le ministre des Affaires étrangères, Vic Toews, n'y a toujours pas répondu.

La popularité de la pétition du sénateur Dallaire démontre que l'affaire Khadr préoccupe la population canadienne, selon Jordy Gold, directeur de campagnes au Canada pour le site change.org. « Si on se fie à

« Le cas d'Omar Khadr, citoyen canadien et ancien enfant soldat, déshonore notre société et témoigne d'un mépris manifeste envers les obligations internationales du Canada. »

— Le sénateur Roméo Dallaire

ce qu'on a vu jusqu'à présent, on peut penser que le nombre de signatures va continuer d'augmenter rapidement », a-t-il dit.

En plus de rallier les internautes à la cause, la pétition mettra selon lui de la pression sur le gouvernement, puisque le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères reçoivent un

courriel à chaque nouvelle signature.

Requête en cour fédérale

L'initiative de Roméo Dallaire s'ajoute aux démarches des avocats d'Omar Khadr, qui ont demandé à la cour fédérale vendredi de forcer le ministre de la Sécurité publique à rendre une décision concernant le transfert de son ressortissant. Ils jugent que le délai est « déraisonnable » et qu'il constitue un « abus de droit ». Le gouvernement a 10 jours pour répondre à cette requête.

Au bureau de Vic Toews, on a indiqué l'automne dernier que le ministre prend en général 18 mois pour rendre une décision dans un dossier de transfert de prisonnier. « Les États-Unis ne veulent plus Omar Ahmed Khadr et nous ont demandé de le prendre. Une décision doit être prise dans le respect de la loi canadienne », a indiqué hier Julie Carmichael, directrice des communications au cabinet du ministre.

Omar Khadr, qui purge une peine de huit ans de prison, pourrait être admissible à une libération conditionnelle le printemps prochain, selon ses avocats.

Le sénateur Dallaire et les avocats d'Omar Khadr n'ont pu répondre à nos questions hier.

CHRONOLOGIE

JUILLET 2002

Omar Khadr, 15 ans, est arrêté en Afghanistan. Les autorités américaines l'accusent notamment d'avoir assassiné un soldat américain à l'aide d'une grenade.

JANVIER 2010

La Cour suprême du Canada décrète que les droits constitutionnels de Khadr ont été violés, mais refuse d'ordonner au gouvernement de le rapatrier.

OCTOBRE 2010

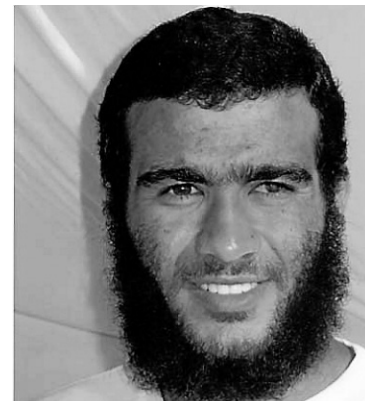
Khadr plaide coupable à cinq chefs d'accusation, dont un de meurtre, en échange de la promesse de pouvoir purger une partie de sa peine au Canada.

MAI 2011

Khadr fait une demande de transfert aux services correctionnels canadiens.

OCTOBRE 2011

Il devient admissible à un retour au Canada.



Omar Khadr

PHOTO TORONTO STAR

AVRIL 2012

Washington demande à Ottawa de le rapatrier.

JUN 2012

À Ottawa, les avocats canadiens et américains de Khadr pressent le gouvernement fédéral de rapatrier leur client.

JUILLET 2012

Ses avocats déposent une requête demandant à la Cour fédérale de forcer Ottawa à rendre une décision sur le transfert de leur client.

SYRIE

Les combats s'intensifient à Damas



PHOTO MOHAMMAD HANNON, ASSOCIATED PRESS

Les Syriens continuent de chercher refuge dans les pays limitrophes. Hier, le conflit a continué de s'intensifier dans plusieurs quartiers de Damas.

ASSOCIATED PRESS

BEYROUTH — Les combats se sont intensifiés hier dans la capitale syrienne, où les forces gouvernementales ont eu recours à des hélicoptères de combat pour affronter les rebelles, selon des militants opposés au régime de Bachar al-Assad.

Au moins quatre quartiers de la capitale sont désormais touchés par les violences, signe que le conflit se rapproche dangereusement du centre du pouvoir syrien. Dans tout le pays, au moins 86 personnes sont mortes dans les violences.

Des chars et des véhicules blindés ont déjà été déployés à Damas, mais c'est la première fois que des hélicoptères tirent à l'arme lourde dans la capitale. Lors d'affrontements dans la nuit de lundi à hier, les hélicoptères des forces gouvernementales ont tiré sur les quartiers de Qadam et d'Hajar al-Aswad.

D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme et le militant Maath al-Shami à Damas, les combats entre rebelles et forces gouvernementales se sont concentrés dans les quartiers de Kfar Souseh, de Nahr Aisha, de Midan et de Qadam.

« J'entends des tirs et des explosions en direction de Midan », a déclaré Maath al-Shami à l'Associated Press lors d'une entrevue menée par Skype. « De la fumée noire s'élève de la zone. »

Sur les images d'une vidéo amateur, deux véhicules blindés lourdement armés avancent, encadrés de soldats, sur

Des chars et des véhicules blindés ont déjà été déployés à Damas, mais c'est la première fois que des hélicoptères tirent à l'arme lourde dans la capitale.

une route vide qui mène vers Midan.

L'agence de presse officielle SANA a rapporté que les soldats continuaient à chercher des « éléments terroristes » qui ont fui Nahr Aisha pour Midan.

Une autre militante de Damas, qui a seulement voulu s'identifier sous le nom de Bayan par crainte de

représailles, a indiqué que des soldats avaient tiré des obus sur les quartiers de Qaboun et de Jobar, provoquant un incendie près de la grande mosquée de Jobar. « Les gens essaient d'éteindre le feu avec des tuyaux d'arrosage et des seaux d'eau », a-t-elle déclaré lors d'une entrevue par Skype.

Des violences et des bombardements se sont également produits dans les villes de Rastan et de Talbiseh, dans la province de Homs, fief de la rébellion contre le président.

À Moscou, l'émissaire spécial de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, Kofi Annan, s'est entretenu avec le président Vladimir Poutine. M. Annan a estimé que la crise syrienne était arrivée « à un tournant », selon l'agence de presse ITAR-Tass. Ce à quoi Vladimir Poutine a répondu que la Russie ferait tout pour le soutenir dans sa tentative de résoudre la crise.

Des diplomates à l'ONU s'attendent à un double veto russe et chinois quand le projet de résolution déposé par Européens et Américains et menaçant Damas de sanctions sera mis au vote, sans doute cet après-midi.

PLUS DE DÉFECTIONS ET DE RÉFUGIÉS

Un général syrien ainsi que de nombreux officiers et soldats ont fait défection et sont passés dans la nuit de lundi à hier en Turquie, où le rythme d'entrée de réfugiés syriens s'accroît, ont souligné un diplomate turc et un responsable du département d'État américain. Cela porte à 18 le nombre de défections de généraux en Turquie depuis mars 2011, déclenchement du mouvement de révolte contre le régime du président Bachar al-Assad, a indiqué à l'AFP un diplomate turc de haut rang. Il a établi à 42 683 le nombre de réfugiés syriens dans des camps installés à la frontière turco-syrienne. Le nombre de réfugiés syriens ayant sollicité l'aide du Haut-Commissariat pour les réfugiés a été multiplié par trois depuis avril, pour atteindre 112 000 personnes, a annoncé hier l'agence onusienne. — AFP

États-Unis
Pas de scouts gais

Toujours prêts, les scouts? Pas du moins pour admettre les homosexuels dans leurs rangs aux États-Unis. Après un processus de révision confidentiel de deux ans, l'organisation des scouts

d'Amérique a réaffirmé hier sa politique d'exclusion des gais, malgré une pétition signée par 300 000 personnes. Le comité spécial qui s'est penché sur la question « est venu à la conclusion que cette politique est absolument la meilleure politique pour les scouts », a dit le porte-parole national, Deron Smith. — AP

Israël Fin de la lune de miel politique

Les noces entre le parti centriste Kadima et le gouvernement conservateur de Benjamin Nétanyahou auront été de courte durée. Hier, Kadima, qui avait accepté au début du mois de mai de joindre ses forces avec M. Nétanyahou, a annoncé son retrait de la coalition en raison d'un conflit sur l'exemption de service militaire des juifs ultra-orthodoxes.

« Nous allons retourner la tête haute [...] dans l'opposition », a déclaré le leader de la formation, Shaul Mofaz. L'arrivée de Kadima le 8 mai avait débouché sur la formation d'une des plus larges coalitions de l'histoire d'Israël, forte de 94 des 120 sièges de la Knesset, le Parlement. Kadima avait posé une condition à son entrée dans la coalition, travailler à mettre fin aux exemptions de service militaire pour des dizaines de milliers de jeunes juifs ultra-orthodoxes. Mais les pourparlers ont échoué. — SIPA

LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2012-07-17

Sprinto 10 16 40 41 45

LOTTO 649 CE SOIR, 11 MILLIONS\$ (approximatif)

Power Play 3 7 8 8 R

DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2012

43 millionnaires

GRÂCE À LA **Coterie**

Astro Jour - Mois - Année - Signe
04 JUIN 73 CAPRICORNE

banco
03 07 08 09 13 18 22 29 30 34
35 41 47 49 51 58 59 61 63 65

Triplex 10 15
25 38 40

Quintifime 3 689
4 3839

Extra 0246289

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

AUBAINES ESTIVALES

UNE SECTION SPÉCIALE À LIRE DANS LE CAHIER ARTS

ce vendredi dans LA PRESSE

INDE

Haro sur les mariages d'amour

Dans le village d'Asara, à 50 km au nord de Delhi, les anciens veulent protéger l'honneur de leur caste... en séparant les amoureux. L'initiative soulève la controverse dans les médias et dans la classe politique où cette décision est jugée illégale.

EMMANUEL DERVILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

ASARI, Uttar Pradesh — Avec ses maisons en briques, ses ruelles bordées par un couloir d'égout à ciel ouvert et ses champs de canne à sucre, Asara était encore une bourgade anonyme de l'Inde rurale la semaine dernière. Aujourd'hui, le village de l'État de l'Uttar Pradesh fait la une de la presse indienne.

Le 6 juillet, le panchayat du village, conseil des anciens de 15 membres, s'est réuni devant la mosquée et a passé une série de règles draconiennes: interdiction des mariages d'amour et du téléphone portable pour les jeunes, interdiction pour les filles de sortir seules au marché.

L'initiative a immédiatement fait scandale. Les journaux indiens ont vite surnommé Asara, dont la population est à 90 % musulmane, le «village taliban».

Malgré les critiques, les villageois ne se laissent pas intimider par la pression médiatique. «Nos décisions sont nécessaires, se défend Mohammad Mohkam qui siège au sein du panchayat. Nous protégeons l'honneur de nos filles, explique cet homme



Les mariages d'amour sont encore minoritaires en Inde, mais le village d'Asara a semé la controverse en passant une série de règles draconiennes pour les prévenir: interdiction des mariages d'amour et du téléphone portable pour les jeunes et interdiction pour les filles de sortir seules au marché.

d'une cinquantaine d'années, cheveux noirs en bataille et teint hâlé. Trop de jeunes utilisent les téléphones portables pour nouer des relations sans prévenir leurs parents.»

Les villageois approuvent les décisions du panchayat. «De plus en plus de couples se marient contre l'avis de leur famille, déplore Khalil Ahmad, commerçant. Certains sont des adolescents. Ils quittent leurs parents sans autorisation et enfreignent l'autorité des aînés. C'est inacceptable.»

Assis à ses côtés, Nurdeen, père de cinq enfants, acquiesce. «Quand un jeune se marie sans consulter ses parents, la famille perd son honneur et le village a mauvaise réputation. Comment je fais ensuite pour marier mes filles et leur trouver un bon parti?» L'air outré,

Nurdeen raconte comment il y a quelques mois, un homme de 40 ans a quitté sa femme et ses enfants pour aller vivre avec une autre femme plus

et protéger l'honneur de la communauté, qui appartient à une caste. À Asara, les villageois sont des Jats, une caste d'agriculteurs qui rechigne à

«De plus en plus de couples se marient contre l'avis de leur famille. Certains sont des adolescents. Ils quittent leurs parents sans autorisation et enfreignent l'autorité des aînés. C'est inacceptable.» — Khalil Ahmad, commerçant

jeune. De quoi couvrir le village de honte dans toute la région.

Les panchayats n'ont aucune autorité juridique, mais sont respectés par la population. Ils se réunissent pour régler des conflits

se mélanger aux castes inférieures. «La décision prise par le panchayat vise à décourager les mariages intercastes», estime Badri Narayan, professeur d'anthropologie à l'Université d'Allahabad. Et il ajoute: «L'État ne peut rien

AU PAYS DES MARIAGES ARRANGÉS

Malgré les films bollywoodiens à l'eau de rose qui célèbrent les histoires d'amour impossibles à la *Roméo et Juliette* et même si l'initiative du village d'Asara de bannir les mariages d'amour scandalise les médias et la classe politique indienne, ces unions matrimoniales sont encore l'exception qui confirme la règle en Inde, où les mariages arrangés sont toujours la norme, autant chez les hindous et les sikhs que chez les musulmans et les bouddhistes. Une récente statistique d'UNICEF estime à 90 % le nombre de mariages indiens organisés de toutes pièces par les familles des futurs époux.

— Laura-Julie Perreault

faire. Les politiciens locaux ont besoin du soutien des Jats pour être réélus.»

Depuis qu'Asara fait la une de la presse, les mouvements féministes multiplient les déclarations outrées. Journalistes et intellectuels montrent du doigt une entrave inacceptable aux libertés individuelles. Signe que le fossé intellectuel entre les élites urbaines et les populations rurales se creuse.

Le ministre indien de l'Intérieur, Palaniappan Chidambaram, a appelé le panchayat à revenir sur sa décision. Sa requête a peu de chances d'aboutir. La police locale a bien essayé d'emmener deux membres du panchayat au commissariat pour les interroger. Bilan: deux policiers passés à tabac.

CÉLÉBRONS

60 ANS



NE PAYEZ AUCUN INTÉRÊT

0% DE FINANCEMENT SUR 60 MOIS

SUR NOS MODÈLES LES PLUS POPULAIRES*



À partir de 29 555 \$*



À partir de 17 240 \$*

Tiguan 2012

Louez à partir de

279 \$ /mois sur 36 mois**

Jetta 2012

Louez à partir de

169 \$ /mois sur 36 mois**

+ Rabais de 500 \$ pour les propriétaires Volkswagen[†]

La voiture du peuple.



Insurance Institute for Highway Safety
Véhicule le plus sécuritaire
Tiguan 2012 / Jetta 2012



Das Auto.

1 800 ROULE VW

vw.ca

Modèles montrés : Jetta Highline 2012 de 2,5 L, 26 340 \$; Tiguan 2.0T 2012, 41 955 \$. Certaines options et certains accessoires sont en sus. Modèles et couleurs montrés à titre indicatif seulement. *Cette offre de financement d'une durée limitée et soumise à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance est disponible à l'achat des modèles 2012 neufs et non immatriculés suivants : Jetta, Golf 3 portes, Golf 5 portes, Golf familiale, CC, Routan, Tiguan et Passat. Modèles exclus : TDI, Golf GTI, Golf R, Jetta GLI, Eos, Touareg et Beetle. Un PDSF de 17 240 \$ / 29 555 \$ (frais de transport et inspection de prélivraison de 1 365 \$ / 1 580 \$ et taxe d'accise de 100 \$ sur le climatiseur, si applicable, inclus) pour le modèle Jetta 2012 de 2,0 L / Tiguan 2.0T 2012 neuf de base et non immatriculé avec boîte manuelle à 5 vitesses / 6 vitesses, au taux de crédit annuel de 0 %, correspond à une mensualité de 287,33 \$ / 492,58 \$ sur 60 mois. Frais de crédit de 46 \$ (frais d'inscription au RDPRM) pour une obligation totale de 17 286 \$ / 29 601 \$. Un acompte ou un échange équivalent peut être requis au moment de la signature. Immatriculation, assurances, droits, options et taxes applicables en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. **Cette offre de location d'une durée limitée et soumise à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance est basée sur le modèle Jetta 2012 de 2,0 L / Tiguan 2.0T 2012 neuf de base et non immatriculé avec boîte manuelle à 5 vitesses / 6 vitesses. Frais de transport et inspection de prélivraison de 1 365 \$ / 1 580 \$ et taxe d'accise de 100 \$ sur le climatiseur, si applicable, inclus dans le paiement mensuel. Acompte de 1 715 \$ / 4 389 \$ ou échange équivalent, dépôt de sécurité de 220 \$ / 330 \$ et première mensualité requis au moment de la signature. Frais de 15 \$ du kilomètre après 48 000 km en sus. Assurances, immatriculation, frais d'inscription, jusqu'à 46 \$, au RDPRM, droits, options et taxes applicables en sus. PDSF du modèle de base : 17 240 \$ / 29 555 \$. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. †Rabais de 500 \$ applicable à l'achat au comptant, à la location et au financement à l'achat (sur approbation de crédit de Volkswagen Finance) sur les véhicules neufs et non immatriculés. Offre valable pour les propriétaires actuels de Volkswagen. Une preuve de propriété peut être exigée. Certaines conditions s'appliquent. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Offres en vigueur jusqu'au 31 août 2012 et pouvant être modifiées ou retirées en tout temps sans préavis. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Das Auto et dessin », « Jetta » et « Tiguan » sont des marques déposées de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada 2012.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

L'hiver syrien



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Le régime syrien entre-t-il en agonie? Depuis trois jours, les troupes rebelles avancent sur Damas, jusqu' alors à peu près épargné par les combats. Hier, débordant des quartiers périphériques, elles se sont introduites au centre de la capitale. La IV^e division de l'Armée, dirigée par le frère de Bachar al-Assad, de triste réputation, a été mobilisée. Des chars d'assaut ont pris position à Damas et des hélicoptères ont pour la première fois été utilisés dans la capitale pour mitrailler les insurgés.

Le régime de Bachar al-Assad se fragilise de jour en jour.

«Le régime qui s'effondre devient fou», a dit un militant à l'Agence France-Presse. Mais fou jusqu'à avoir agi de la sorte?

Se sentant pris au piège, le président pourrait recourir aux armes chimiques, assure Nawaf Farès, ex-ambassadeur de la Syrie en Irak qui a fait défection, le plus haut dignitaire du régime à avoir agi de la sorte. (Contrairement aux fameuses armes de destruction massives jamais trouvées en Irak, l'existence d'un arsenal chimique en Syrie est bien documentée.)

Pendant ce temps, la diplomatie tourne essentiellement à vide. Ce qui n'étonnera personne...

Sur le terrain, les 300 observateurs dépêchés par l'ONU ne peuvent à peu près pas quitter leurs chambres d'hôtel depuis

un mois, leur mission étant suspendue depuis qu'ils ont été attaqués. Le Conseil de sécurité doit décider au cours des prochains jours de l'avenir de cette mission et de l'adoption de nouvelles sanctions à l'endroit du régime syrien. Mais, hier, Moscou a encore une fois refusé de s'engager sur cette voie et, de même, continue à s'opposer à toute «ingérence» internationale en Syrie.

Si la capitale est loin d'être tombée, plusieurs signes indiquent que le régime al-Assad se fragilise de jour en jour.

Les défections, notamment d'officiers des forces armées, sont de plus en plus nombreuses – dont celle d'un général de la Garde républicaine et ami d'enfance du président. Aussi inquiétant pour le régime: les exportations de pétrole vers l'Union européenne, le tourisme et le commerce transfrontalier sont au point mort. Et l'usage immodéré de la planche à billets a généré une inflation dépassant les 30%. Enfin, alors que l'Irak songerait à mettre un bémol à sa commandite du régime, l'approvisionnement en armes de l'Armée syrienne libre par l'Arabie saoudite et le Qatar se fait de façon de plus en plus ouverte et systématique.

Bref, on estime en général que la situation ne se dénouera que par une escalade de la violence, Bachar al-Assad refusant jusqu'à la fin de céder.

Sans même parler des remous probables autour de lui, ce qui se passera ensuite est impossible à prévoir dans ce pays à majorité sunnite où les Frères musulmans sont en ce moment très actifs. Mais qui compte d'importantes minorités chrétiennes et surtout alaouites (dont le clan al-Assad et beaucoup d'apparatchiks font partie).

L'hiver syrien est loin d'être terminé.

LA CAQ EXIGE 25 000\$ DE SES CANDIDATS POUR LA PRÉSENCE DE FRANÇOIS LEGAULT



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Hommage aux femmes de M. Charest

par André Pratte

Jean Charest et Monique Gagnon-Tremblay, en 2010.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE



LA QUESTION DU JOUR

Le Parti québécois propose de renforcer la loi 101, notamment en rendant obligatoire la fréquentation des cégeps de langue française pour les francophones et les allophones. Êtes-vous d'accord avec cette proposition?

Tout à fait > 44%
 Plus ou moins > 19%
 Pas du tout > 37%

Résultats à 20h, hier:
 14 614 répondants

> POURQUOI MOINS DE SOINS EN ÉTÉ?

À LIRE EN EXCLUSIVITÉ SUR LAPRESSE.CA/DEBATS

DEBATS@LAPRESSE.CA

L'inactivité tue



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

Le manque d'activité physique a des effets nocifs comparables au tabagisme, conclut une étude publiée dans la revue médicale *The Lancet*. Convaincre les sédentaires de se remuer un peu éviterait des millions de décès chaque année. Plus facile à dire qu'à faire, toutefois.

Automobile, ascenseur, ordinateur... Les gains d'efficacité, au fil des ans, se sont souvent faits au détriment des occasions de bouger. Au point que bien des êtres humains ne font même pas le minimum d'activité physique recommandé pour leur santé.

Cet immobilisme serait responsable de 6% des maladies coronariennes, de 7% des cas de diabète de type 2 et de 10% des cancers du sein et du colon dans le monde, ont calculé des chercheurs associés au groupe de travail sur l'activité physique du *Lancet*.

Alors que des millions de téléspectateurs s'apprêtent à s'enfoncer dans leur fauteuil pour ne rien manquer des Jeux olympiques, la revue britannique rappelle que l'activité physique n'est pas un exploit, mais une nécessité quotidienne. Aux enfants et aux ados, on recommande au moins 60 minutes d'activité modérée ou intense par jour. Aux adultes, 150 minutes de marche rythmée hebdomadaire. Les bienfaits se font sentir même en deçà de ce seuil. Un individu qui bouge environ 90

minutes par semaine vit trois ans de plus qu'un sédentaire, montre une autre étude.

L'inactivité a causé 5,3 millions de décès prématurés en 2008, estiment les chercheurs du *Lancet*. Le tabagisme, lui, a fait environ 5 millions de morts en 2000. «De la même façon que les médecins ont insisté sur les dangers du tabagisme et non sur les avantages de ne pas fumer, nous devrions mettre l'accent sur les dangers de l'inactivité et non sur les avantages de l'exercice», plaident des spécialistes de la santé publique dans un autre article de la série.

L'approche mérite d'être essayée car jusqu'ici, les campagnes gouvernementales n'ont pas grand succès. Aucune, en tout cas, n'a réussi à inverser la tendance.

Par contre, l'idée de considérer la population inactive comme anormale, comme le prônent ces mêmes spécialistes, nous semble totalement déplacée. Chaque fois que des experts de la santé publique adoptent un point de vue moralisateur, ils s'aliènent une partie importante de la population qu'ils veulent convaincre.

Au lieu de stigmatiser les individus, les pouvoirs publics devraient faire leur propre examen de conscience. Des transports en commun à l'architecture en passant par l'aménagement urbain et les horaires scolaires, beaucoup d'interventions pourraient être faites pour améliorer les milieux de vie. Créer des conditions inspirantes et éliminer les contraintes qui incitent à en faire le moins possible donneraient de bien meilleurs résultats que de prêcher les vertus de l'exercice.

Sur ce, nous vous invitons, tout comme nous, à aller faire un tour après avoir terminé cet édit.

Un mantra anarchiste

Dans son manifeste, la CLASSE lance un vibrant appel à la «grève sociale», sans nous dire avec plus de précision de quoi il en retourne. Est-ce une grève générale? Une autre sorte de grève? Tout ce que le manifeste nous dit, c'est que la CLASSE veut «rejoindre demain l'ensemble de la population québécoise dans la rue». Rien de moins! Et qu'elle affirme en toute modestie: «Nous sommes le peuple»... L'appel à la grève générale est un mantra de plusieurs groupes anarchistes et communistes dans le monde. Il serait intéressant de connaître les groupes politiques actifs au sein de la CLASSE, à commencer par les anarchistes qui semblent y exercer une grande influence.

Louis Fournier

Des parents à éduquer

Je me désolé de voir autant de noyades d'enfants. J'ai deux fils âgés respectivement de 22 et 20 ans. Avant leur arrivée, nous avions déjà une piscine hors terre. Nous avons pris les mesures nécessaires en aménageant un patio et en le dotant d'un système de protection adéquat. J'entends les suggestions de tout un chacun pour sécuriser les lieux et sensibiliser les parents aux normes de sécurité. Je suis favorable à tout cela. Toutefois, quand on est parent, on doit être responsable. Dans certaines résidences où des accidents se sont produits dernièrement, il n'y avait pas de clôture, l'enfant



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Il serait intéressant de connaître les groupes politiques actifs au sein de la CLASSE, à commencer par les anarchistes qui semblent y exercer une grande influence, écrit Louis Fournier.

était laissé sans surveillance, ou encore le loquet était brisé. Cela démontre qu'avant tout, il faut éduquer les parents.

Hélène Aubin, Boisbriand

L'étrange stratégie du Plateau

C'est à croire que le maire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a déclaré une vendetta à ses citoyens possédant une voiture. Après l'ajout de rues à sens unique, un hiver où le déneigement fût d'apparence aléatoire et le maintien de nids de poule si gros qu'on pourrait y bâtir un poulailler, voici qu'on nous impose de nouvelles vignettes de stationnement. Et le prix de ces vignettes à de quoi subjuguer: près de 140\$ annuellement. Quelle est donc la stratégie des dirigeants de cet arrondissement? Il va sans dire que je suis tout à fait pour les transports en commun, l'utilisation du vélo et du BIXI et la marche à pied. Mais qu'en est-il des citoyens devant quitter l'île de Montréal pour travailler? L'arrondissement veut-il vraiment faire fuir les jeunes professionnels y habitant?

Florence Petit-Gagnon, Montréal

Drames de guerre

Je voudrais dire ici la profonde impuissance que je ressens à l'écoute des comptes rendus quotidiens des dizaines, voire des centaines de victimes, souvent innocentes, des combats acharnés ayant cours en Syrie. Je voudrais dire ici au peuple syrien, ainsi qu'aux communautés syriennes du Québec et du Canada, toute mon empathie en ces temps extraordinairement difficiles. Chaque vie perdue dans ces circonstances tragiques est un drame immense, une fatalité impardonnable.

Pierre Deschênes, Montréal

Des vaches à lait

Pas étonnant que Bell augmente les tarifs téléphoniques, car les clients à service unique ne produisent pas assez de profits, quoique le coût par abonné soit bien inférieur à ce que Bell prétend. Pour fournir le service téléphonique, Bell utilise des câbles et des équipements qui sont largement dépréciés. Bell ne cherche qu'à maximiser ses profits en traitant ses clients à service unique comme des vaches à lait.

Ken Lyons, Kirkland

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Le monde entier vote le dimanche sauf nous. Pourtant, le dimanche, nous avons tout notre temps, car nous ne courons pas entre le travail et la garderie. Sans compter que les employeurs n'auraient pas à donner quatre heures pour que nous allions faire notre devoir de citoyen.

— Jacques Noël

L'ère de la colère

Aujourd'hui, l'information n'est qu'émotion, suspicion et parfois paranoïa lorsqu'il s'agit des motivations des classes dirigeantes



CHRISTOPHER R. HILL

L'auteur est doyen de la Korbel School of International Studies, à l'Université de

Denver. Il a été ambassadeur des États-Unis dans plusieurs pays et chef négociateur avec la Corée du Nord entre 2005 et 2009.

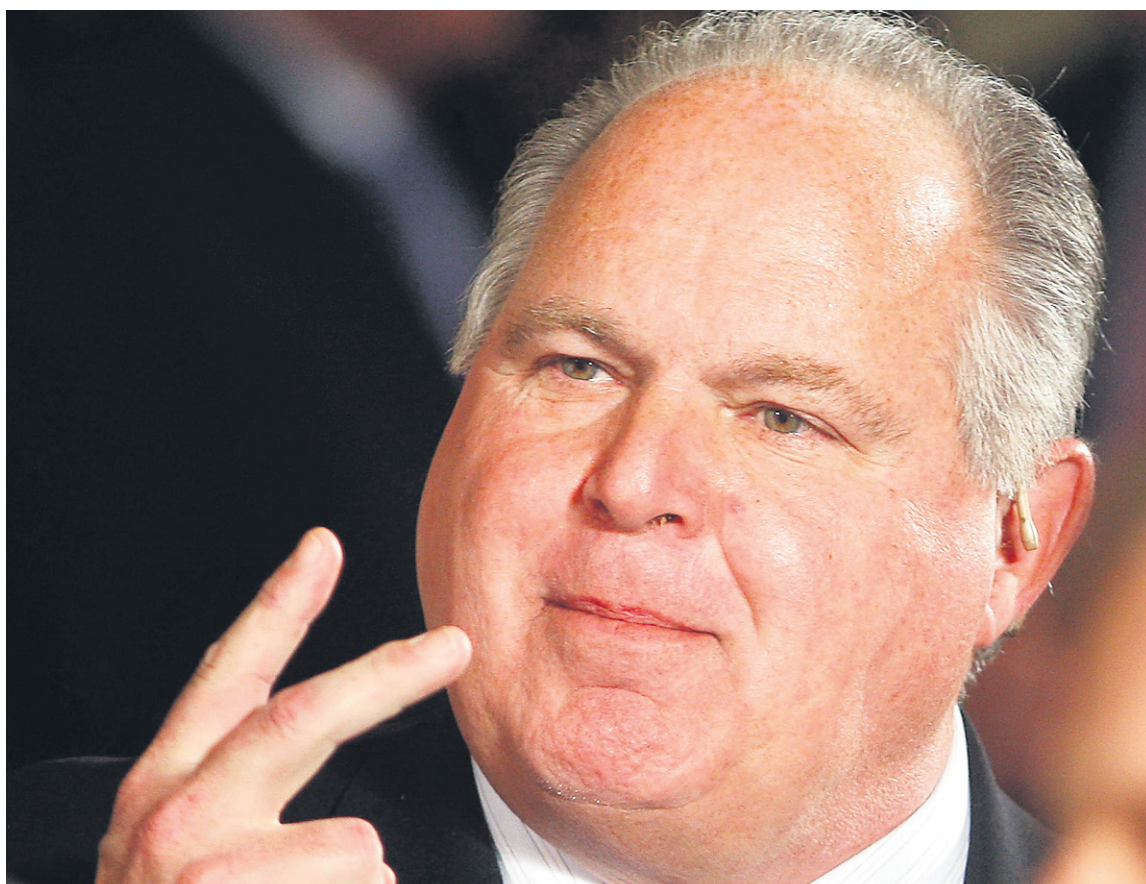


PHOTO RON EDMONDS, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Les personnalités de la radio comme Rush Limbaugh (photo) et Glenn Beck ont un auditoire beaucoup plus important que celui de leurs concurrents libéraux. L'ère de l'information et de la communication a cédé la place à une ère de colère.

Après avoir conclu, avec quatre collègues démocrates, à la constitutionnalité de la réforme de santé du président Obama, le juge en chef de la Cour suprême, le conservateur John Roberts, s'est vu affublé de toutes les épithètes, « traître », « lâche », et même « vendu » par les commentateurs de droite. Le magnat de l'immobilier Donald Trump, avec son charme coutumier, a estimé approprié de qualifier de « crétin » cet homme brillant et érudit.

La colère furibonde soulevée par ce jugement de la Cour suprême relève désormais de la routine dans le débat public aux États-Unis; c'est un mal propre au bipartisme. C'est peut-être à gauche que tout a commencé – en réponse à Richard Nixon, Ronald Reagan et George W. Bush – mais c'est de plus en plus un phénomène récurrent à droite. Les personnalités de la radio comme Rush Limbaugh et Glenn Beck (qui vient de conclure un contrat de 100 millions de dollars pour cracher un peu plus de haine sur les ondes) ont un auditoire beaucoup plus important que leurs concurrents libéraux. L'ère de l'information et de la communication a cédé la place à une ère de colère.

Les Américains sont furieux depuis quelque temps et leur ire ne montre aucun signe d'essoufflement. Ce sentiment est peut-être le plus évident – et le plus dommageable – en matière de politique étrangère, où les choix qui s'offrent aux dirigeants sont rarement évidents ou sans risques. Par exemple, le conflit sanglant en Syrie est lourd de défis et de conséquences imprévisibles. Mais de telles réalités échappent aux blogueurs qui s'accrochent allègrement à ce que, manifestement, ils

considèrent être des solutions évidentes et s'en prennent à la stupidité, au cynisme ou à la folie des dirigeants qui ne les appliquent pas.

L'accès instantané à l'information ne signifie pas l'accès instantané à la connaissance, encore moins à la sagesse. L'un des aspects de la connaissance, que nous tenons de la philosophie du XIX^e siècle (mais qui s'y intéresse encore de nos jours?), évoque l'intégration de l'information avec l'expérience. Aujourd'hui, l'information n'est qu'émotion – et aussi

suspicion, et parfois paranoïa, lorsqu'il s'agit des motivations des classes dirigeantes.

La technologie semble jouer un rôle central dans la montée de cette colère. Créer un blogue, télécharger des photographies et créer des titres accrocheurs, pleins de sarcasme, n'est pas une activité particulièrement difficile. Les médias grand public (quoi que signifie cette expression aujourd'hui) courtisent leur public en lui permettant de s'exprimer simplement en appuyant sur un bouton.

Comme quiconque a lu un article sérieux peut en attester: s'ensuivent généralement des réactions injurieuses et amères. Tous ces gens malheureux ont-ils toujours été là, simplement dans l'attente d'un bouton qui leur permettrait d'enregistrer leurs avis?

L'accès instantané à l'information ne signifie pas l'accès instantané à la connaissance, encore moins à la sagesse.

L'un des problèmes fondamentaux semble être la dégradation du respect pour les institutions établies, dont un grand nombre sont noyées par le brouhaha de l'opinion. À une certaine époque, l'éditorial d'un journal local avait du poids. Aujourd'hui, ce n'est qu'un point de vue parmi tant d'autres (pire, il repose sur une plateforme dont le modèle économique est en difficulté).

L'ère de la colère ne prendra fin que lorsque les Américains auront décidé qu'ils en ont assez. Pour commencer, ils pourraient prendre une résolution estivale pour inverser cette tendance. Ils pourraient, par exemple, résister à l'algorithme internet qui leur suggère quel livre acheter ou quel film louer sur la base de ce qu'ils ont lu ou regardé précédemment. Et ils pourraient commencer à réapprendre le très utile art démocratique du débat respectueux avec ceux qui partagent des opinions différentes des leurs.

© Project Syndicate 2012

La sagesse de Jean Charest

Accordons au moins au premier ministre le mérite d'avoir su nous apprendre à respecter la présomption d'innocence



VIATEUR TREMBLAY

Résident de Trois-Rivières, l'auteur est un enseignant à la retraite.

Après avoir attendu des années avant de déclencher la commission Charbonneau sur la collusion et la corruption dans la construction, après avoir laissé durer le conflit étudiant plusieurs mois, voici que le gouvernement Charest n'intervient pas pour destituer l'indigne maire de Mascouche, Richard Marcotte, que les citoyens de la municipalité ne peuvent plus endurer.

On peut dire que l'impatience des Québécois dans le dossier de la construction a fini par être récompensée. Après le rapport Duchesneau, la juge France Charbonneau a été choisie pour diriger la commission d'enquête. Ce que nous avons vu jusqu'ici des travaux de la commission suscite beaucoup d'espoirs.

Dans le conflit étudiant, le gouvernement a pris ses responsabilités. Les Québécois avaient démocratiquement accordé au gouvernement le mandat de défendre leurs intérêts et c'est

ce que M. Charest a fait. Les électeurs auront le dernier mot, jugeront de sa gouvernance, de son programme et régleront le conflit avec les étudiants.

Pour ce qui est du maire Marcotte, présumé innocent avant son procès devant un juge, sa destitution a été exigée par des citoyens révoltés, convaincus de sa culpabilité. Beaucoup plus qu'une question de salaire

Notre premier ministre sera-t-il celui qui aura appris aux Québécois, réputés au Canada anglais réagir émotionnellement plus que rationnellement, à mettre un bémol à leurs émotions, à respirer par le nez, à laisser la police et la justice faire leur travail?

à payer ou non au maire, il y a là une question de principe: qui doit décider de la destitution d'un maire, la justice ou la rue?

On constate, dans ces trois dossiers, la même lenteur à réagir de la part de M. Charest face à une opposition et à des

médias aux abois. Notre premier ministre sera-t-il celui qui aura appris aux Québécois, réputés au Canada anglais réagir émotionnellement plus que rationnellement, à mettre un bémol à leurs émotions, à respirer par le nez, à laisser la police et la justice faire leur travail? On sait que les pires injustices ont été commises, que de faux coupables ont été condamnés quand la pression populaire était très forte pour trouver des responsables, et que les autorités voulaient calmer la tempête à tout prix.

On dit de Pauline Marois qu'elle est la « dame de béton ». M. Charest serait-il fait d'acier, lui qui a encaissé tant de caricatures méchantes et qui a battu des records d'impopularité?

Le moins que nous puissions lui accorder, c'est de nous avoir appris à ne pas condamner avant le temps, même si l'opposition, les journaux, les journalistes et le bon peuple peuvent être tentés de le faire. Espérons que les étudiants qui ont boycotté leurs cours et ceux qui les ont appuyés, derrière la CLASSE qui prônait la désobéissance civile et nous l'a fait vivre, exerceront leur liberté de citoyen en se rendant aux urnes.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? debats@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Une partie du siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.







Trouvez. Profitez. Dégustez.

Vous ne manquerez plus d'inspiration dans la planification de vos menus au quotidien.
Où que vous soyez.



LA NOUVELLE APPLICATION **QUOI MANGER**

-  Une banque de recettes gourmandes
-  Un outil planification de menus
-  Une fonction liste d'épicerie, reliée au promotions locales
-  Recherche géolocalisée de restaurants, épicerie, fruiteries, etc.

Disponible sur
App Store



tc • MEDIA